

Révision du zonage d'assainissement de Bully

---

Dossier d'enquête publique

# AVANT PROPOS

Dans le cadre de la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de Bully a souhaité engager une réflexion autour de cinq grandes orientations, que sont :

1. Affirmer le cœur de village en tant que pôle d'équipements, de commerces et de services et sécuriser et diversifier les déplacements ;
2. Préserver la qualité du cadre de vie ;
3. Proposer une offre de logements adaptée aux besoins des ménages d'aujourd'hui et de demain ;
4. Aménager un territoire en transition, adapté au changement climatique ;
5. Proposer un développement économique respectueux du cadre de vie.

La gestion des eaux pluviales urbaines ainsi que la compétence assainissement collectif ont été transférées à la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle (CCPA) au 01/01/2019. Lorsque l'une de ses communes membre révisé ou modifie son PLU, la CCPA met à jour en parallèle les annexes sanitaires du PLU pour lesquelles sa compétence est engagée.

Afin de mettre en cohérence les zones « U » du PLU de Bully et les annexes sanitaires, la CCPA a donc engagé la révision du zonage d'assainissement. Le présent rapport constitue le projet de zonage d'assainissement, valant dossier d'enquête publique.

La CCPA est tenue de délimiter, après enquête publique, le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales. Ce document est intégré aux annexes sanitaires du Plan Local d'Urbanisme. Le zonage d'assainissement permet de définir de manière prospective et cohérente les modes d'assainissement les plus appropriés sur le territoire communal. Il contribue, par ailleurs, à la protection des milieux aquatiques et des ressources en eau en prévenant les effets de l'urbanisation et du ruissellement des eaux pluviales sur les milieux récepteurs et les systèmes d'assainissement.

Afin de définir le zonage d'assainissement, la CCPA doit délimiter :

- En matière d'eaux pluviales :
  - les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
  - les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

La commune de Bully dispose d'un zonage pluvial établi par le Bureau d'Etudes SAFEGE Ingénieurs conseils, en 2018, mais ce dernier n'a pas été approuvé par la commune. La CCPA a engagé un schéma directeur de gestion des eaux pluviales sur son territoire, qui déterminera un projet de zonage pluvial à l'échelle communautaire. Ce

dernier nécessitant encore plusieurs mois d'étude, il fera l'objet d'une enquête publique conduite à part, dans un second temps. Ce zonage reprendra l'ensemble des contraintes imposées par le PLU en matière de gestion des eaux pluviales.

- En matière d'eaux usées :
  - les zones d'assainissement collectif où la CCPA est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
  - les zones relevant de l'assainissement non collectif où la CCPA est tenue d'assurer le contrôle de ces installations.

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées est conduit en interne par le service assainissement de la CCPA. Il devrait être envoyé à la DREAL pour l'étude au cas par cas d'ici le mois de février 2025.

Le projet de révision sera soumis à enquête publique en mairie de Bully ainsi qu'au siège de la CCPA. La CCPA a étudié les zones urbanisées et urbanisables prévues par la révision générale du PLU de Bully. Les OAP ont fait l'objet d'une approche liée à la présence ou à l'absence de réseaux au droit des OAP. Des études chiffrées ont été produites par le service assainissement afin d'estimer les coûts liés aux futures extensions du réseau d'assainissement d'une part et les impacts des apports hydrauliques sur les différents collecteurs de collecte et de transport d'autre part.

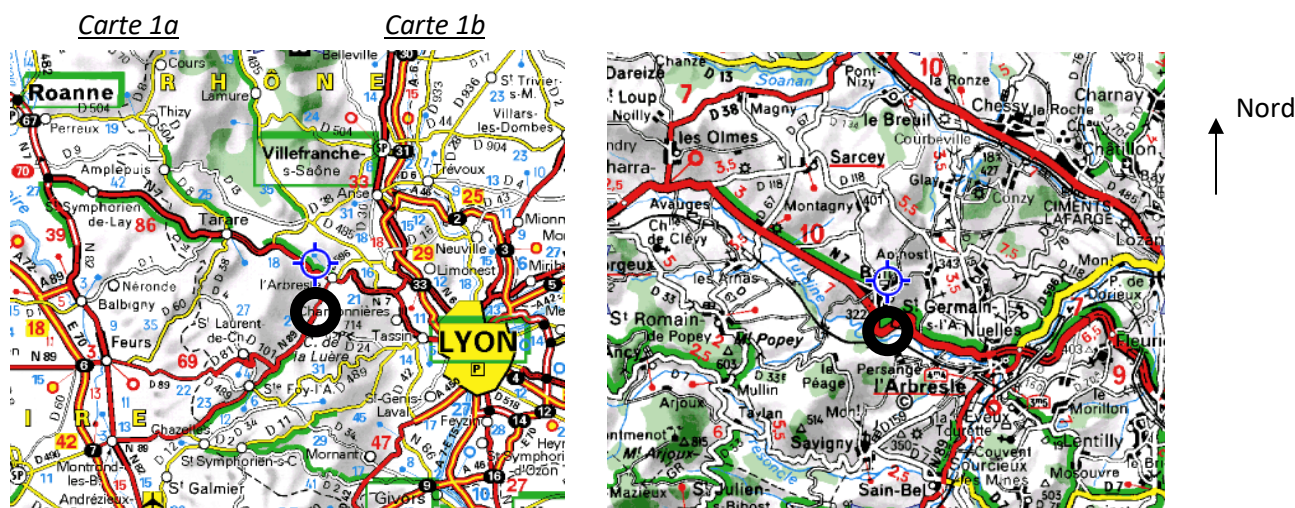
Les élus de la CCPA ont procédé à des arbitrages financiers qui ont conduit à accepter les OAP projetées par la commune de Bully. La liste des OAP et des secteurs prévus à l'urbanisation en lien avec les retours techniques est reprise dans la présente note.

# PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE

# Généralités

La commune de Bully se situe dans le Rhône, à 32 km au Nord-Ouest de la ville de Lyon.

La situation géographique de la commune est représentée sur les cartes 1a et 1b.



Cartes 1a et 1b : Localisation géographique de la commune de Bully  
(site internet [www.via-michelin.fr](http://www.via-michelin.fr))

## MILIEU PHYSIQUE

### Topographie

La commune de Bully présente un relief marqué à l'image du reste des communes des Monts du Lyonnais. Au nord de la commune, une ligne de crête sépare les bassins versants de la Turdine de celui de l'Azergues. C'est plus ou moins cette ligne de crête que suit la route départementale D118. La commune de Bully est donc à cheval entre deux bassins versants, celui de la Turdine (grande majorité de la commune) et celui de l'Azergues (hameau de Montagny).

Le réseau hydrographique de Bully est marqué par la Turdine sur sa limite sud. A partir du pont de Thinot, la vallée de la Turdine se rétrécit, engendrant des reliefs plus marqués sur les versants (pente comprise entre 10 et 20%). Le reste du réseau hydrographique communal est constitué principalement de deux affluents de la Turdine : la Goutte Martin à l'ouest et la Goutte Repiel à l'est. Ces deux cours d'eau sont relativement encaissés comme en témoigne la présence de pentes supérieures à 15%.

Plusieurs autres thalwegs qui se jettent dans la Turdine sont à noter. D'Ouest en Est, on relève :

- le thalweg « Les Ecully » qui passe non loin de la station d'épuration de la Zone d'activité de la Plagne ;
- la Goutte Cazan qui termine dans la Turdine au lieu-dit « Les Eaux » ;
- le thalweg à l'aval du Bourg dans lequel se rejette la station d'épuration communale ;



Le territoire communal est constitué de plusieurs points hauts dont les principaux sont les suivants :

- le Mont Chat (versant rive gauche de la Turdine) : 363 m ;
- le Mont Giron (sur la ligne de crête Turdine – Azergues) : 434 m ;
- les prairies du Trèves (Château de Bully) : 388 m.

## Géologie

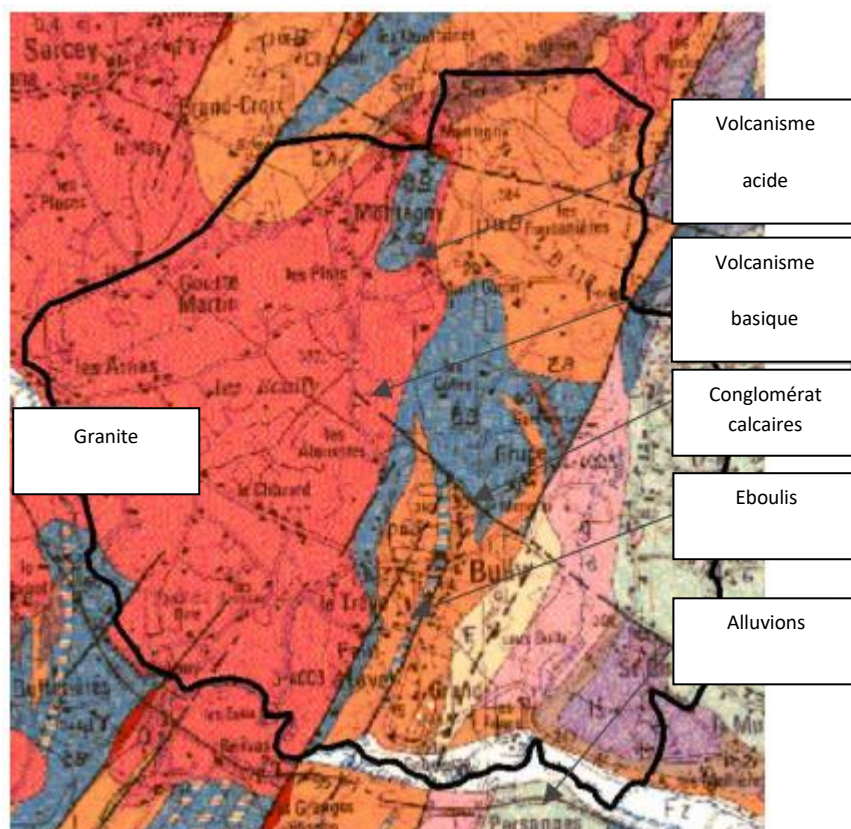
Les caractéristiques géologiques du territoire de Bully sont exposées sur la carte ci-contre (source : BRGM) :

La commune présente quelques failles et une zone d'éboulis près du ruisseau du Repiel.

## Contexte naturel

Le territoire communal n'est concerné par aucun inventaire ou document de protection du patrimoine naturel. Il n'y a pas de Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ni d'ENS (Espaces naturels Sensibles).

Toutefois la commune de Bully est concernée par l'inventaire des zones humides Brévenne-Turdine réalisé par Latitude Biodiversité (Observatoire des milieux aquatiques écologiquement remarquables, 2009- 2010) pour le Syndicat de Rivière Brévenne Turdine (SYRIBT).



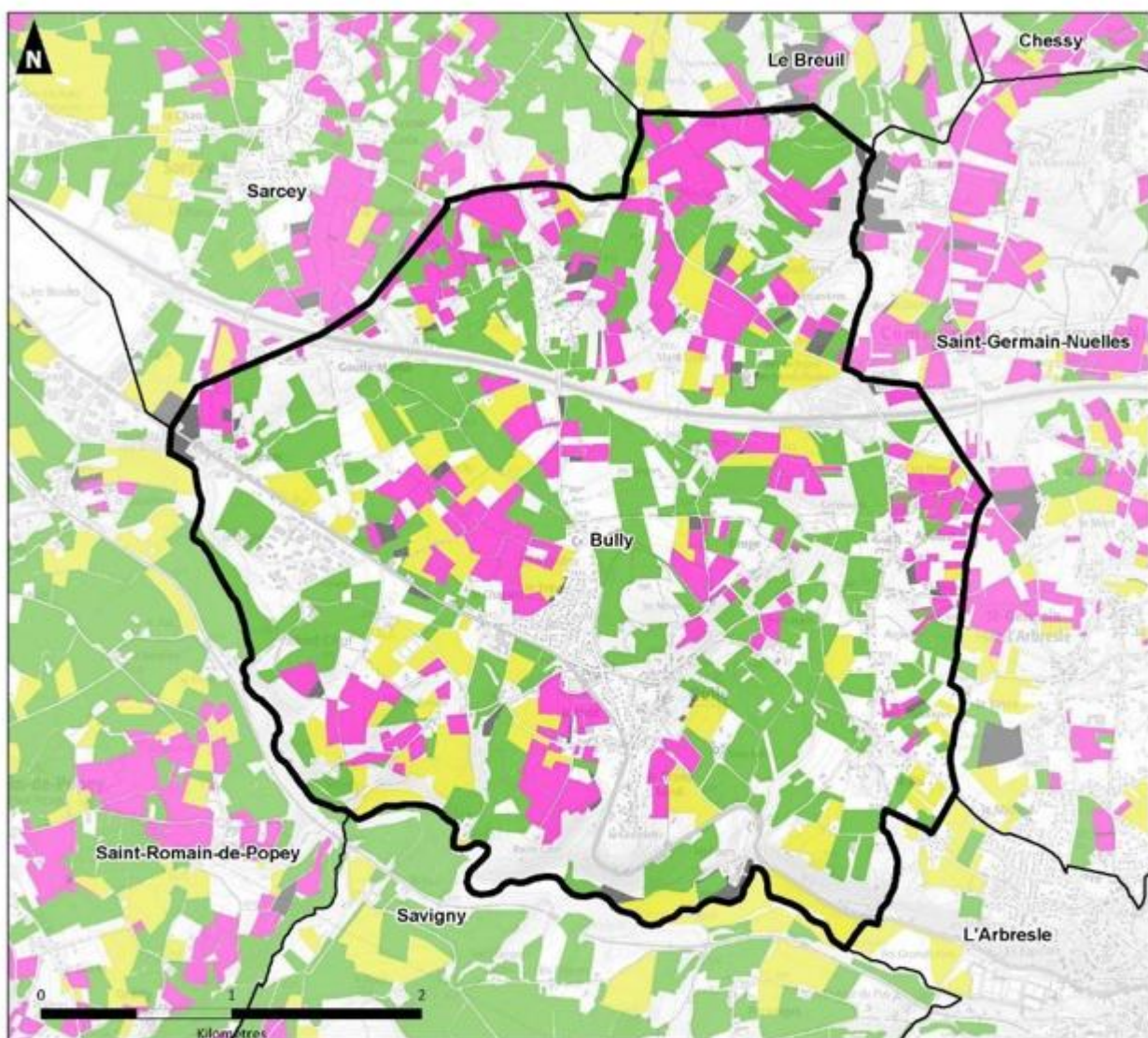
## Occupation des sols

Hormis, le point culminant de Bully (Mont Giron à 434 m), l'ensemble de la commune est situé entre 250 m et 400 m d'altitude. On distingue cinq types d'occupation du sol sur la commune de Bully :

- Bois
- Grandes cultures
- Herbages (prairies, prés ensemencés, zones humides)
- Vignes et vergers
- Zones urbanisées (habitations, voiries principales)

L'occupation des sols au niveau parcellaire a été reportée sur la carte ci-après.

Le territoire communal est composé de 693ha d'espaces agricoles soit 54% de son sol.



Sources : ASP - IGN - Auddicé 2024

Réalisation : Auddicé, décembre 2024

- Commune concernée
- Limites communales

**Types d'occupation du sol agricole en 2020 :**

- Grandes cultures
- Cultures spécialisées (Vergers, vignes, légumes ...)
- Prairies
- Gel et autres

Cette carte s'appuie sur des données d'occupations du sol fourni par le BE Auddicé en charge de la révision générale du PLU de la commune de Bully.

La part des différents types d'occupation des sols à l'échelle communale est consignée dans le tableau ci-contre :

La part des terrains imperméabilisés représente 13% de la superficie communale.

Type d'occupation	Superficie (ha)	Part relative (%)
Bois	90	7%
Cultures	348	27%
Herbages	406	32%
Vignes - Vergers	257	20%
Habitations	104	8%
Voiries	39	3%
Autoroute	27	2%
<b>Total</b>	<b>1270</b>	<b>100%</b>

## RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Les débits de référence de La Turdine sont synthétisés dans le tableau suivant (banque HYDRO <http://www.hydro.eaufrance.fr/>) :

La Turdine	Débit moyen interannuel Module (m³/s)	QMNA5 (m³/s)	QJ crue Fréquence quinquennale (m³/s)	Débit spécifique Fréquence quinquennale (l/sh)	QJ crue Fréquence décennale (m³/s)	QJ crue Fréquence 50tennale (m³/s)	Débit spécifique Fréquence 50tennale (l/s.ha)
L'Arbresle lieu-dit Gobelette »	1,5	0,130	28	Donnée non connue	34	49	Donnée non connue

## Hydrogéologie

La commune de Bully, tout comme le reste du bassin versant de la Turdine, s'inscrit dans la région géologique des monts de Tarare en bordure Est du socle primaire du massif central. Les unités géologiques présentes sur la commune de Bully sont au nombre de trois et sont d'Ouest en Est :

- Les granites de l'unité de Sarcey : toute la partie de la commune située à l'Ouest d'une ligne Mantigny – Les Trèves – Les Eaux ;
- Les formations volcaniques de l'unité de la Brévenne que l'on retrouve au niveau du Bourg, du versant rive droite de la goutte Repiel et au haut nord de la commune ;
- Les formations sédimentaires triasiques et post-triasiques (calcaires principalement) que l'on retrouve uniquement dans la partie la plus à l'Est de la commune : le thalweg de la goutte Repiel et le secteur des Collonges ;
- Les formations sédimentaires quaternaires (Apinost).

D'un point de vue hydrogéologique, nous sommes en présence de trois ensembles :

- Les aquifères des terrains cristallins et cristallophylliens (regroupent les granites et les terrains volcaniques) ;
- Les aquifères des terrains sédimentaires triasiques et post-triasiques ;
- Les aquifères de terrains quaternaires.

## Hydrologie

### Aquifères des granites et formations volcaniques :

Dans l'ensemble, ces roches sont quasiment imperméables induisant un ruissellement important en surface dans la frange altérée (complexe arénique). Les écoulements souterrains profonds sur ce type de terrain sont généralement faibles et limités à des zones de failles. On notera toutefois sur la commune de Bully, la présence d'une ancienne source minéralisée au lieu-dit « Les Eaux » qui faisait l'objet d'une exploitation thermique au XIXème siècle. Les études menées par le BRGM ont révélé des zones d'alimentation très réduites.

Les écoulements au sein de la frange altérée sont principalement causés par l'infiltration des précipitations. Le fonctionnement de ces aquifères est donc pluvial et les bassins hydrogéologiques sur ces terrains correspondent aux bassins versants hydrologiques.

### Aquifères des terrains sédimentaires triasiques :

Le principal aquifère des terrains sédimentaires du triasiques est le calcaire de l'Aalénien, d'une épaisseur d'environ 40 m. Les écoulements au sein de ce calcaire peuvent s'effectuer verticalement au gré des fractures, constituant ainsi une réserve d'eau souterraine permise par la présence de marnes imperméables au pied du



calcaire de l'Aalénien. Les eaux de cet aquifère émergent en périphérie du massif calcaire au contact des deux niveaux. Le contact entre les calcaires et les marnes n'est pas visible car le plus souvent recouvert par des formations sédimentaires quaternaires (alluvions anciennes, éboulis). Les eaux de l'aquifère calcaire resurgissent à la faveur de la pente, dans le réseau hydrographique superficiel et notamment dans la Goutte Repiel au niveau des Collonges. Le bassin hydrogéologique de la Goutte Repiel est donc supérieur à son bassin versant hydrologique et l'aquifère calcaire participe à l'alimentation de la Goutte Repiel.

#### Aquifères des terrains quaternaires :

Ces terrains se trouvent sur la commune au niveau de la limite avec Saint-Germain-Nuelles. Ces terrains correspondent à d'anciennes terrasses alluviales qui se sont retrouvées perchées à la suite de l'encaissement de la Goutte Repiel. L'épaisseur de ces alluvions est généralement faible, comprise entre 1 et 6 m, et leur nature est le plus souvent sablo-argileuse de perméabilité faible à moyenne. Ces aquifères, peu productifs, sont en partie alimentés par les eaux provenant de l'aquifère calcaire.

## PPRNI

---

La commune est concernée par deux Plans de Prévention des Risques d'Inondations :

- Celui de la Brevenne et de la Turdine, approuvé le 22 mai 2012 ;
- Celui de la Vallée de L'Azergues, approuvé le 18 mars 2024.

Le règlement du PPRNi détermine les conditions réglementaires d'occupation ou d'utilisation du sol, au vu du risque d'inondation, en fonction du zonage considéré (rouge, rouge centre urbain, rouge extension, bleu, vert et blanc).

La majeure partie de la commune de Bully concernée par le PPRNi se situe en zone blanche. La zone blanche n'est pas exposée au risque d'inondation mais correspond à une zone de maîtrise du ruissellement afin de ne pas aggraver le risque inondation dans les zones déjà exposées.

Les dispositions complètes applicables à la zone blanche de maîtrise de ruissellement sont disponibles dans le zonage pluvial de la commune de Bully et dans le règlement du PPRNI.

En résumé, les dispositions du PPRNI sur la zone blanche sont de deux natures :

- Tout nouvel aménagement entraînant une imperméabilisation du sol ne doit pas augmenter le débit naturel en eaux pluviales avant aménagement,
- Les techniques de gestion alternatives des eaux pluviales doivent être privilégiées (infiltration, chaussées réservoir, rétention à la parcelle ...).

Trois classes d'aléas sont distinguées et ensuite traduites en zonage :

#### *Les zones de danger :*

- La zone Rouge, fortement exposée au risque (aléa fort), et à préserver strictement (autres aléas en champ d'expansion de crue).
- La zone Rouge centre urbain, fortement exposée au risque (aléa fort) et située en centre urbain.
- La zone Rouge « Extension », faiblement ou moyennement exposée au risque mais située dans un champ d'expansion des crues à préserver avec présence de bâti existant (mitage).

#### *Légende*

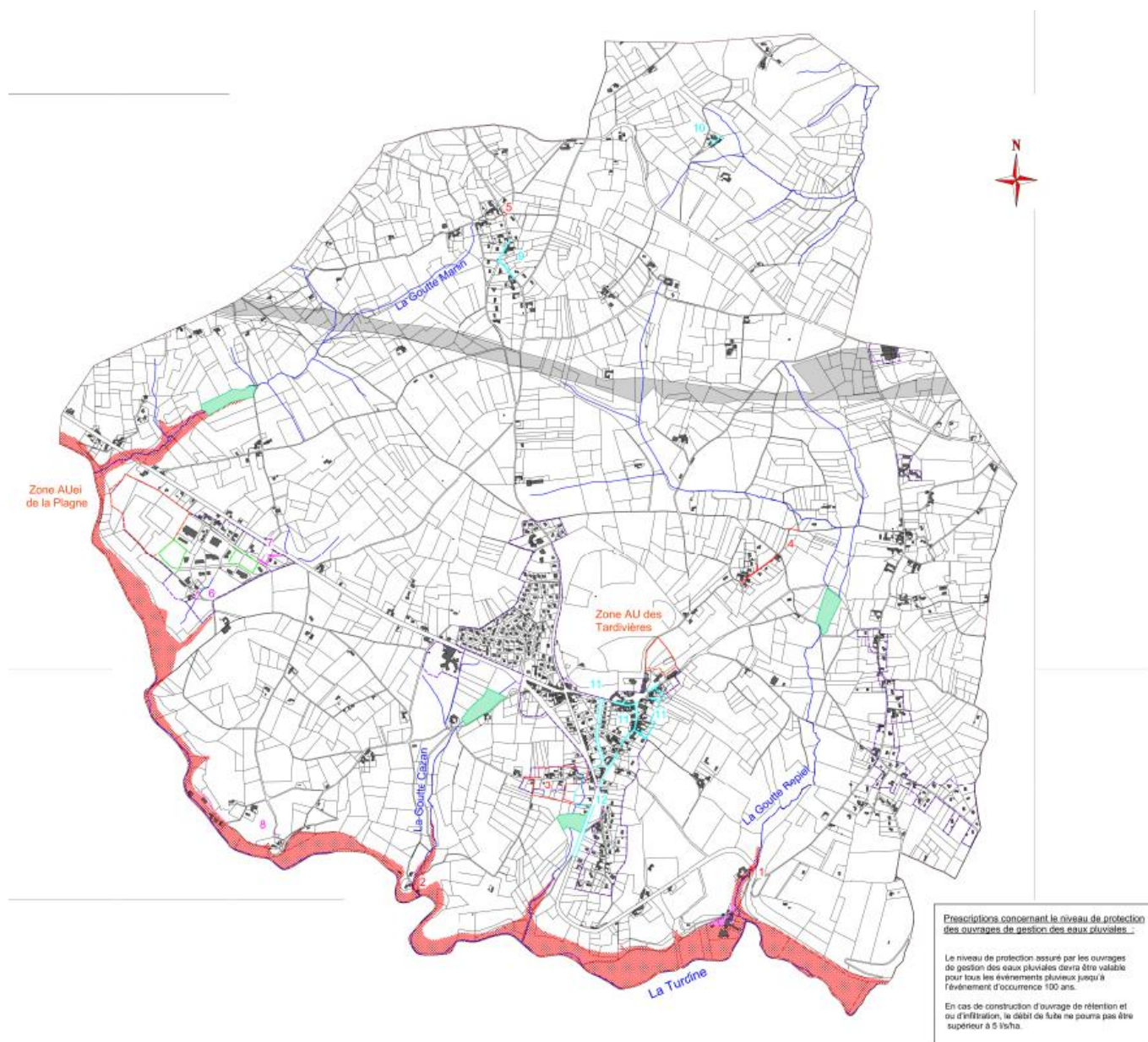
- Cours d'eau
- Zone Rouge du PPRi Brevenne Turdine
- Zone Rouge Extension du PPRi Brevenne Turdine

La zone Blanche n'est pas exposée à un risque d'inondation mais correspond à une zone de maîtrise du ruissellement, afin de ne pas aggraver le risque d'inondation dans les zones déjà exposées.

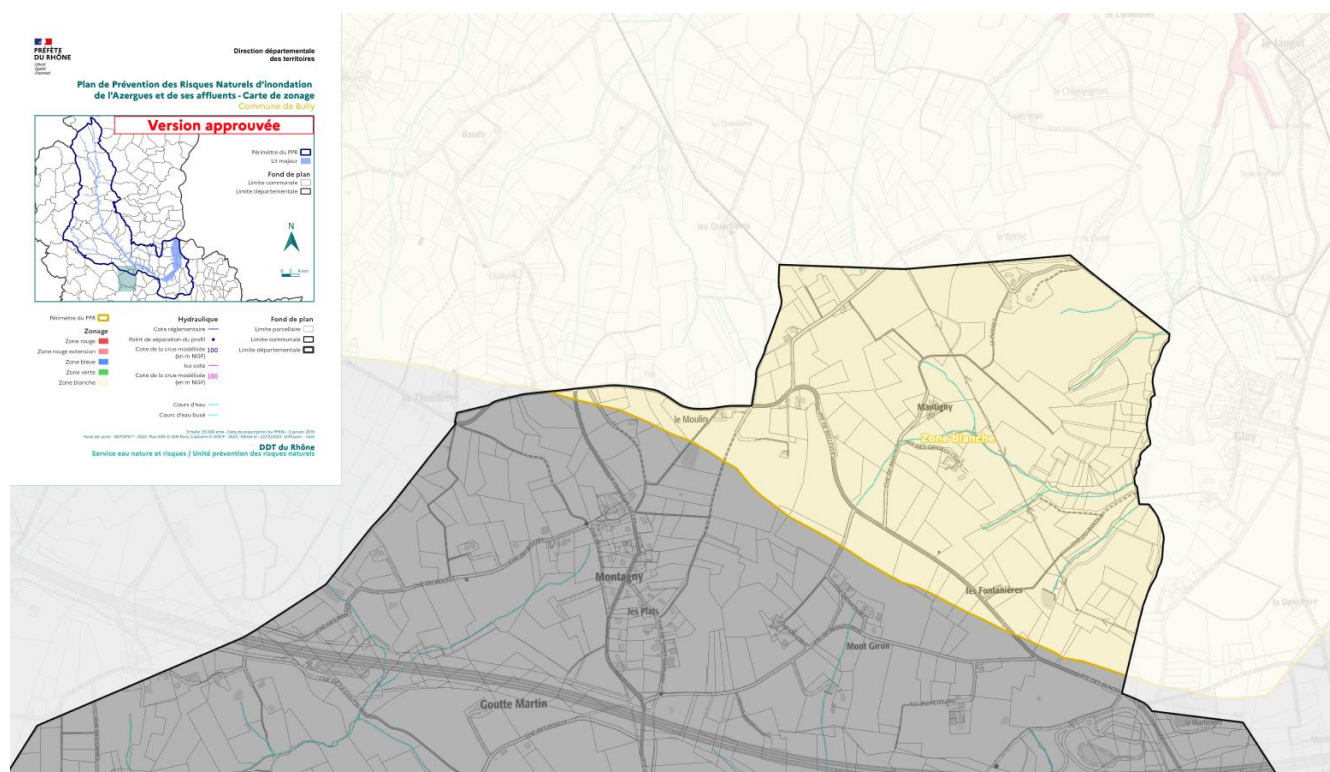
A noter que la majeure partie de la commune est située en zone non exposée à un risque d'inondation, mais susceptible d'aggraver ce risque. Ces zones sont classées comme « zone blanche » dans le PPRNI et sont appelées « zone d'apport en eaux pluviales ».

Les cartes :

### PPRNI Brévenne Turdine



## PPRNI de la Vallée de l'Azergues



## QUALITE DES EAUX

La station de mesures de qualité de la Turdine, située dans le secteur du complexe sportif des Grands Prés, montre des eaux de qualité « médiocre ». Le phosphore est le critère le plus déclassant (qualité médiocre) alors que les nitrates classent le cours d'eau en qualité « moyenne », les matières azotées et les matières organiques le classent en qualité « bonne ».

## DOCUMENTS CADRE DE LA GESTION DE L'EAU

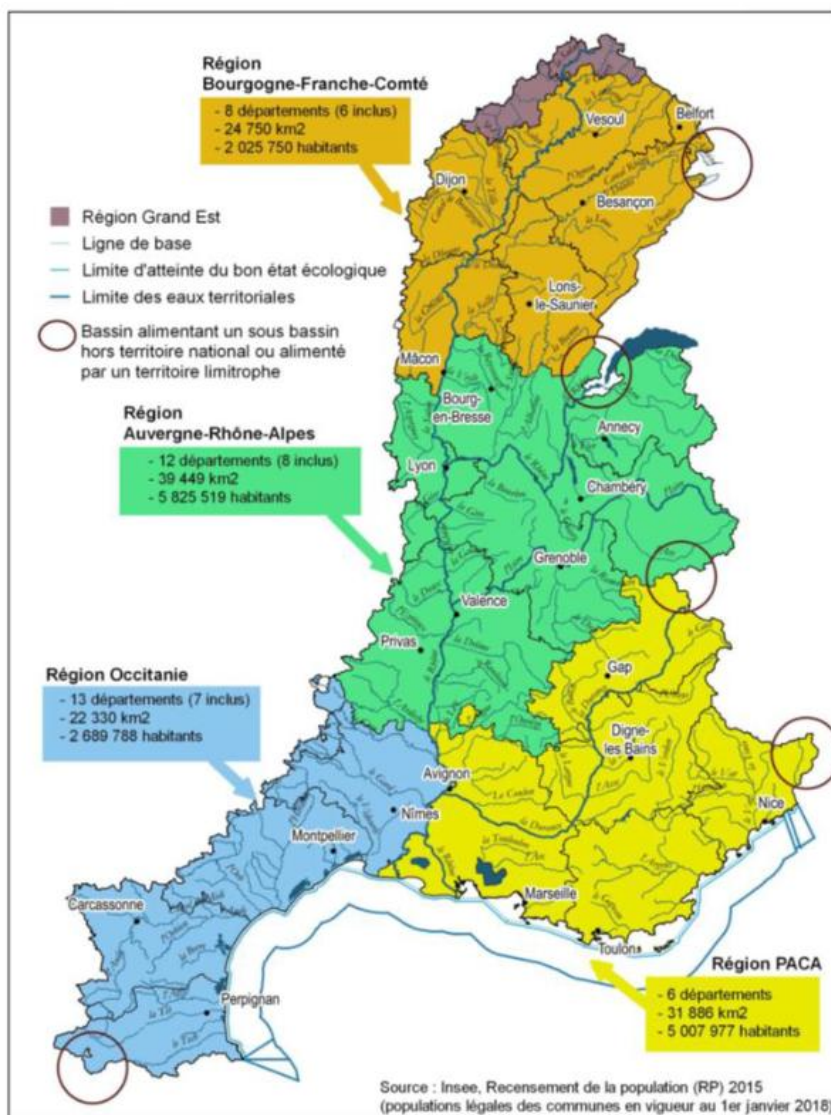
### SDAGE RM&C

Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, est entré en vigueur le 4 avril 2022 pour les années 2022 à 2027.

Il définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques du bassin Rhône-Méditerranée, il fixe, pour 6 ans, les grandes priorités, appelées "orientations fondamentales", de gestion équilibrée de la ressource en eau.





Les orientations du SDAGE répondent aux grands enjeux pour l'eau du bassin Rhône-Méditerranée, de :

- Lutter contre les déficits en eau, dans un contexte de changement climatique ;
- Garantir des eaux de qualité, préservant la santé humaine ;
- Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses ;
- Restaurer les cours d'eau et réduire le risque d'inondation ;
- Préserver les milieux aquatiques, humides et la biodiversité ;
- Développer la concertation avec tous les acteurs et renforcer la gouvernance locale de l'eau ;
- Renforcer la cohérence de l'aménagement du territoire avec les objectifs de gestion de l'eau ;
- Préserver le littoral méditerranéen.

Un programme de mesures est associé à ce schéma de gestion. Il identifie les actions à engager pour atteindre les objectifs de bon état des milieux

aquatiques. Environ 7 100 mesures territorialisées sont à mettre en œuvre entre 2022 et 2027 sur plus de 2 000 masses d'eau.

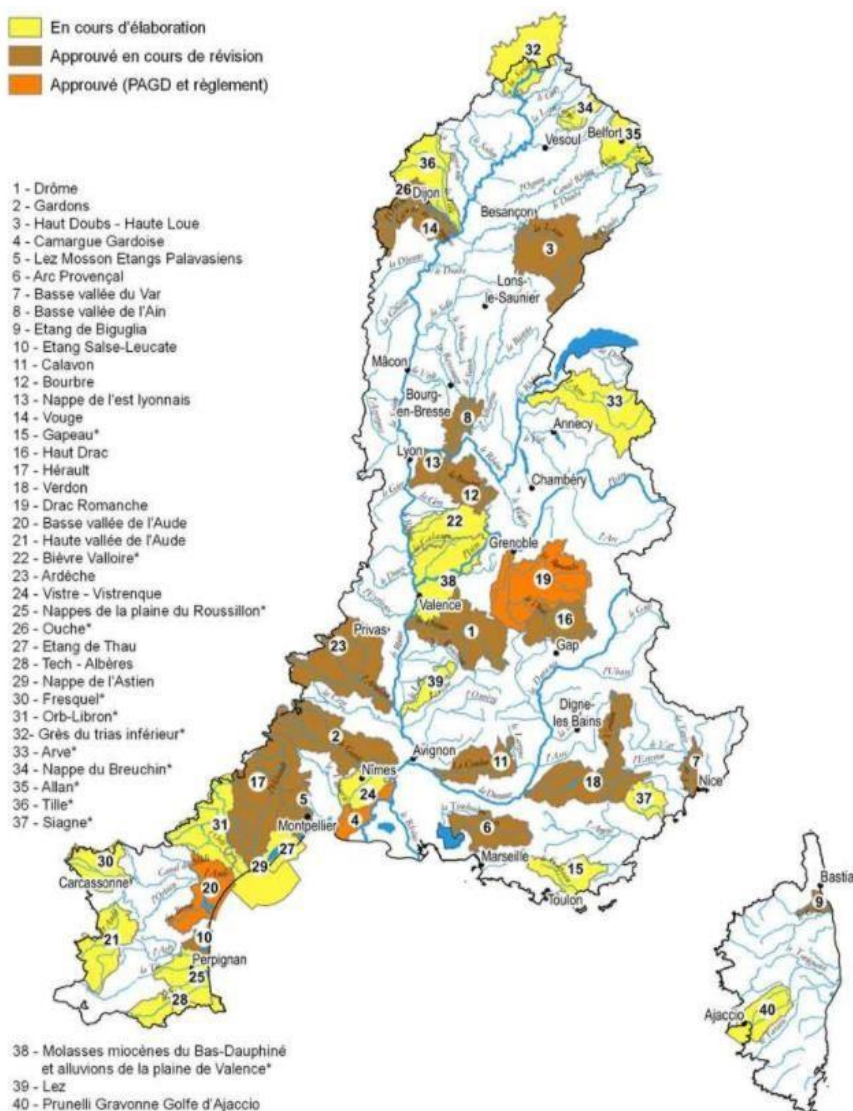
Le programme de mesures répond aux objectifs environnementaux de la directive cadre sur l'eau en visant à réduire significativement l'impact des pressions qui s'exercent sur les milieux aquatiques pour notamment :

- atteindre et maintenir les objectifs de bon état des eaux ;
- restaurer la qualité de l'eau des 281 zones de captage prioritaires de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- préserver et restaurer 55 sites Natura 2000 qui dépendent du bon état des eaux ;
- restaurer la qualité de l'eau de 49 sites de baignade, d'activités de loisirs et de sports nautiques dégradés ;
- réduire les émissions de substances dangereuses ;
- atteindre l'objectif de bon état du milieu marin.



Le SDAGE a abouti sur un certain nombre de bassins versants à l'élaboration d'un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), définissant plus précisément les lignes d'action et les objectifs de qualité à atteindre.

Comme le montre la carte ci-contre, la zone d'étude **ne fait pas partie d'un SAGE**.



## CONTRAT DE RIVIERES BREVENNE-TURDINE

Un contrat de rivière est un instrument d'intervention à l'échelle du bassin versant. Il s'agit d'un contrat technique et financier entre les partenaires concernés d'un bassin (préfets, agences de l'eau, collectivités locales).

Lors de l'élaboration de ce document, des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau sont définis afin d'adopter un programme d'intervention multithématique (travaux ou études nécessaires pour atteindre ces objectifs, désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.). Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique, mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

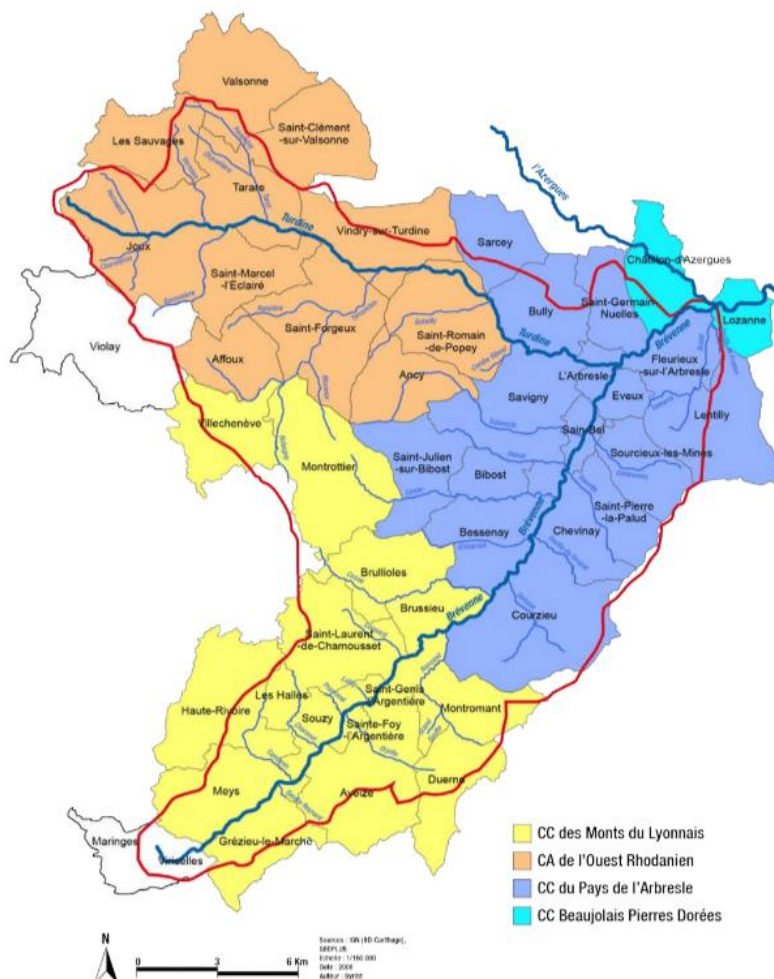
Le Syndicat de Rivières Brévenne-Turdine (SYRIBT) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Il regroupe 4 intercommunalités représentant 43 communes. L'essentiel du territoire de la CCPA fait partie du bassin versant Brévenne-Turdine.

Le SYRIBT porte le contrat de bassin Brévenne Turdine 2020-2022 qui comporte, notamment, des actions de restauration écologique des cours d'eau, quelques opérations d'intérêt piscicole et un volet « assainissement » porté par les collectivités compétentes (dont la CCPA).

Ce volet assainissement vise à poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux selon les axes suivants :

Axe A1 – poursuivre la réduction des pollutions diffuses agricoles

Axe A2 – prévenir et lutter contre les pollutions diffuses non agricoles



## ZONES SENSIBLES A L'EUTROPHISATION

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n°94-469 du 03/06/1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive n°91/271 du 21/05/1991.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions azotées et phosphorées responsables de l'eutrophisation (prolifération d'algues).

Ces zones sont délimitées dans l'arrêté du 23 novembre 1994, modifié par l'arrêté du 22/12/2005, puis par l'arrêté du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée. Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'actions qui comporte des prescriptions relatives à la gestion de la fertilisation azotée, à l'interculture, par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des

agriculteurs de la zone. Il est construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

D'après l'arrêté du 21 juillet 2015, les stations de plus de 2000 EH, dont le rejet se situe en zone sensible à l'eutrophisation, sont soumises à des normes de rejet en azote et en phosphore plus contraignantes.

A noter qu'une importante partie du territoire de Bully est concernée par cette zone sensible à l'eutrophisation.

## ZONES SENSIBLES AUX NITRATES

---

Les zones désignées comme « sensibles » dans le cadre de la directive 91/271/CEE, sont sensibles à l'eutrophisation : enrichissement de l'eau en éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et/ou du phosphore, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux, à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'eau et d'une dégradation de la qualité.

La directive européenne 91/676/CEE dite « Nitrates » a pour objectif de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. En France, elle se traduit par la définition de zones vulnérables où sont imposées des pratiques agricoles particulières pour limiter les risques de pollution.

67 communes du Rhône étaient classées en zone vulnérable lors du précédent classement. Les arrêtés révisant le zonage, pris le 23 juillet 2021 sur le bassin Rhône-Méditerranée, font passer de 56 à 115, le nombre de communes classées à compter du 1er septembre 2021.

La commune de Bully est dorénavant classée en zone vulnérable aux nitrates. A noter que la quasi-totalité du bassin versant Brévenne Turdine est désormais classée en zones sensible aux nitrates <https://carto2.geo-id.e.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=5f4b6769-d589-4d79-893c-92dfbd209f83>

## Urbanisme et intercommunalités de projets

---

### Directive territoriale d'aménagement (DTA)

---

La commune de Bully est concernée par le DTA de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise, approuvé par décret en Conseil d'Etat en date du 9 janvier 2007.

Il s'agit d'un outil de planification et d'aménagement, qui s'impose aux documents d'urbanisme dans un rapport qualifié de « compatibilité limitée ».

Elle s'impose aux documents qui leur sont immédiatement inférieurs : les schémas de cohérence territoriale (SCOT). La DTA ne s'impose directement au PLU qu'en l'absence d'un SCOT.

Elle inscrit plusieurs projets dont les réalisations sont susceptibles d'impacter le fonctionnement du territoire communal.

La DTA a formulé des prescriptions sur le secteur de Bully :

- 1) Le développement urbain visera à renforcer les deux pôles existants ; L'Arbresle en priorité en tant que cœur de bassin géographique, puis Lozanne. Il se fera également dans les communes desservies par des transports collectifs en site propre, en particulier par des transports ferrés régionaux.
- 2) Les documents d'urbanisme devront limiter et protéger les coupures vertes, qui sont symbolisées dans la carte et les prendre en compte pour définir les entités urbaines, conforter les zones agricoles et forestières et préserver le paysage caractéristique de l'Ouest Lyonnais. Afin de restaurer la continuité paysagère, les corridors écologiques et l'intégrité territoriale des Monts du Lyonnais, le cœur vert des Monts du Lyonnais est étendu, de part et d'autre de la vallée de la Brévenne, à l'amont des confluent que forme la Brévenne, avec les ruisseaux de la Tourette et du Penon.
- 3) Le renforcement des polarités, le développement des communes desservies par les transports collectifs en site propre, la préservation des paysages, des terres agricoles et des espaces forestiers conduisent à une vigilance extrême vis-à-vis des coteaux. La nécessité de préserver l'agriculture, les coteaux et le paysage de l'Ouest Lyonnais, particulièrement dans ce secteur au relief marqué, conduit à privilégier, pour toutes les communes du périmètre, la construction en continuité des bourgs, hameaux et villages existants.
- 4) Le risque d'accentuation de la pression urbaine conduit à renforcer la maîtrise du risque d'inondation, avec un objectif de non-aggravation du ruissellement ; en conséquence, toute imperméabilisation du sol, liée à l'urbanisation, devra prendre en compte un objectif de rétention des eaux permettant de garantir après aménagement une non-aggravation du débit pour des précipitations d'occurrence centennale. Dans les zones actuellement non urbanisées situées en zone inondable en cure centennale, tout projet d'ouverte à l'urbanisation est interdit.

### SCOT de l'Ouest Lyonnais

---



En France, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document d'urbanisme qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence

l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement et de paysage. Il a été instauré par la loi SRU du 13 décembre 2000. Le code de l'urbanisme fixe le régime des SCoT aux articles R.141-1 et suivants.

Le SCOT des Monts du Lyonnais approuvé le 02/02/2011, couvre un territoire de 32 communes (25 communes du Rhône et 7 communes de la Loire).

Ce document s'impose aux différentes politiques sectorielles, notamment les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) et les Plans Locaux d'Urbanismes (PLU).

Amorcée en 2014, la révision du SCoT s'est imposée pour prendre en compte deux nouvelles lois importantes (Grenelle et ALUR). Élaboré en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire, les communes et communautés de communes notamment, le nouveau SCoT a été arrêté le 11 février 2025, pour une envisagée approbation fin 2025/début 2026.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2017, la compétence relative à « l'élaboration, l'approbation, le suivi, l'évaluation, la révision du SCOT » a été transférée du Syndicat mixte du SCOT des Monts du Lyonnais à la Communauté de Communes des Monts Du Lyonnais.



Les grandes orientations d'aménagement retenues par les élus de l'Ouest Lyonnais sont :

- Mettre en œuvre un mode de développement "Ouest Lyonnais" organisé autour du concept de villages densifiés avec préservation de la structure villageoise et la recherche de formes urbaines plus économes en espace (principe 1 du PADD) ;
- Assurer un meilleur équilibre des territoires du SCOT en matière de mobilités et de déplacements en développant, en particulier, les transports en commun (principe 2 du PADD) ;
- Préserver la "marque identitaire" du territoire en assurant la pérennité des espaces agricoles ainsi que la gestion et la mise en valeur des espaces naturels (principe 3 du PADD).

Le SCOT hiérarchise l'armature des noyaux urbains en 4 catégories :

- 1) Niveau 1 : les grands pôles structurants constituant un territoire de vie homogène bien desservi en TC, services et espaces à vocation économique ;
- 2) Niveau 2 : les pôles d'accueil émergents disposant d'une bonne desserte en TC (existants ou futurs).
- 3) Niveau 3 : les pôles de proximité situés dans l'aire d'influence de pôles structurants et/ou de pôles d'accueils et qui peuvent bénéficier de possibilités de rabattements vers des TC ;

- 4) Niveau 4 : les villages, situés notamment dans les cœurs verts délimités par la DTA, dont le développement modéré doit cependant concourir au maintien de leur vitalité sociale et au maintien des services existants.

D'après le SCOT, Bully fait partie des polarités de troisième niveau. Pour encadrer l'évolution de la population et maîtriser l'étalement urbain et la mixité sociale, le SCOT a distingué, en lien avec les différentes polarités évoquées plus haut, des densités en lien avec la typologie des logements.

Pour chaque polarité identifiée, le SCOT indique le pourcentage de logement individuel, groupé et collectif obligatoire.

Niveau de polarité	% individuel (1) 10 à 20 lgts/ha	% groupé (2) 20 à 50 lgts/ha	% collectif (2) 50 lgts/ha et au-delà
1	20	40	40
2	25	45	30
3	25	45	30
4	40	35	25

(1) Le taux mentionné pour le logement individuel constitue un taux maximum. Si le choix communal conduit à privilégier un taux inférieur, le différentiel doit être transféré sur le groupé et/ou le collectif.

(2) Le taux mentionné pour le logement groupé et le logement collectif constitue un taux minimum.

Pour Bully, les objectifs de densité sont :

- 25% des logements créés devront être individuel avec une densité de 10 à 20 logements par hectare
- 45% des logements créés devront être groupé avec une densité de 20 à 50 logements par hectare
- 30% des logements créés devront être collectifs avec une densité supérieure ou égale à 50 logements par hectare

## POINTS CLES DU PADD - PLU DE BULLY

---

Les élus ont élaboré le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) en imaginant Bully en 2035.

Le projet s'articule autour de 5 grandes orientations :

### **ORIENTATION 1 – AFFIRMER LE COEUR DE VILLAGE EN TANT QUE PÔLE D'EQUIPEMENTS, DE COMMERCES ET DE SERVICES ET SECURISER ET DIVERSIFIER LES DEPLACEMENTS**

- Objectif 1 – Garantir la diversité des commerces et des services
- Objectif 2 – Sécuriser et faciliter les déplacements dans le tissu urbain et vers le centre-bourg
- Objectif 3 – Favoriser l'utilisation des transports en commun
- Objectif 4 – Rendre efficient le fonctionnement des équipements publics
- Objectif 5 – Proposer des communications numériques de qualité

### **ORIENTATION 2 – PRESERVER LA QUALITE DU CADRE DE VIE**

- Objectif 1 – Développer la trame verte et bleue
- Objectif 2 – Mettre en valeur les éléments remarquables du patrimoine bâti et paysager
- Objectif 3 – Préserver les caractéristiques architecturales et urbaines du centre bourg
- Objectif 4 – Conserver les caractéristiques morphologiques et paysagères des hameaux

### **ORIENTATION 3 – PROPOSER UNE OFFRE DE LOGEMENTS ADAPTEE AUX BESOINS DES MENAGES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN**

- Objectif 1 – Viser une population de 2300 Bullylois
- Objectif 2 – Intégrer les capacités d'accueil des opérations en cours et encadrer les possibilités de construire dans les « dents creuses » actuelles
- Objectif 3 – Optimiser l'utilisation du foncier urbanisé afin de stopper la consommation des espaces agricoles et naturels
- Objectif 4 – Diversifier les typologies de logements pour faciliter le parcours résidentiel et "détendre" le marché
- Objectif 5 – Maitriser le parc de logements vacants

### **ORIENTATION 4 – AMENAGER UN TERRITOIRE EN TRANSITION, ADAPTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

- Objectif 1 – Promouvoir un urbanisme plus respectueux de l'environnement et adapté au changement climatique
- Objectif 2 – Inciter aux économies de ressources naturelles et préserver les ressources naturelles non renouvelables
- Objectif 3 – Répondre aux besoins en eau grâce aux réseaux

Objectif 4 – Prendre en compte les risques et les sources de pollutions

**ORIENTATION 5 – PROPOSER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE RESPECTUEUX DU CADRE DE VIE**

Objectif 1 – Faciliter le maintien et le développement des sites économiques existants

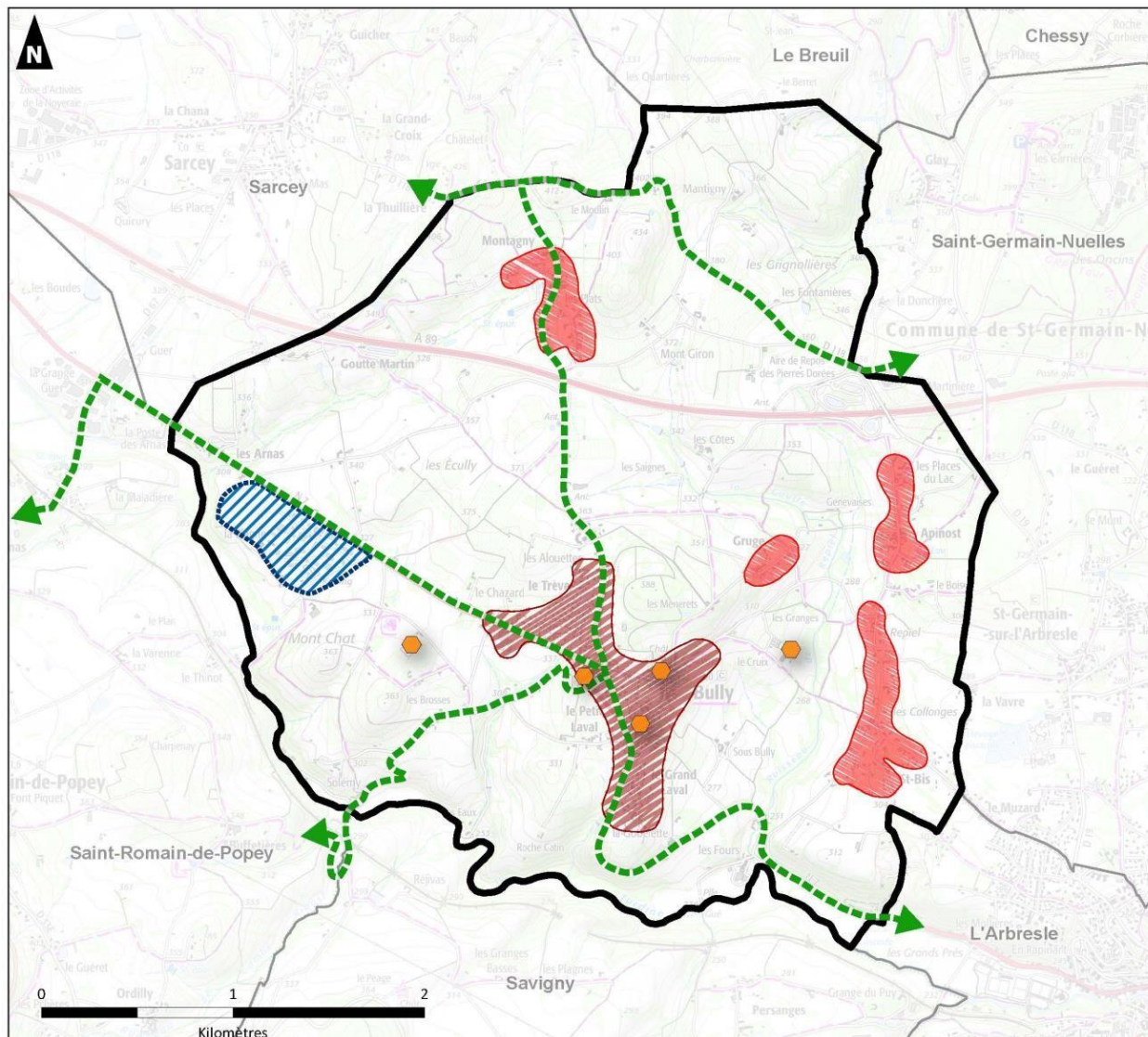
Objectif 2 – Favoriser un développement de l'artisanat respectueux de son environnement immédiat

Objectif 3 – Poursuivre la diversification du tissu économique

Objectif 4 – Assurer la pérennité de l'activité agricole en protégeant les terres et le bâti



**PADD**



Sources : IGN - Auddicé 2025

Réalisation : Auddicé, janvier 2025

**Orientation 1 - Affirmer le cœur de village en tant que pôle d'équipements, de commerces et de services et sécuriser et diversifier les déplacements**

- Objectif 1 - Garantir la diversité des commerces et des services
- Objectif 2 - Sécuriser et faciliter les déplacements dans le tissu urbain et vers le centre-bourg
- Objectif 3 - Favoriser l'utilisation des transports en commun
- Objectif 4 - Rendre efficient le fonctionnement des équipements publics
- Objectif 5 - Proposer des communications numériques de qualité

**Orientation 2 - Préserver la qualité du cadre de vie**

- Objectif 1 - Développer la trame verte et bleue
- Objectif 2 - Mettre en valeur les éléments remarquables du patrimoine bâti et paysager
- Objectif 3 - Préserver les caractéristiques architecturales et urbaines du centre bourg
- Objectif 4 - Conserver les caractéristiques morphologiques et paysagères des principaux hameaux

**Orientation 3 - Proposer une offre de logements adaptée aux besoins des ménages d'aujourd'hui et de demain**

- Objectif 1 - Viser une population de 2300 bullylois
- Objectif 2 - Intégrer les capacités d'accueil des opérations en cours et encadrer les possibilités de construire dans les « dents creuses » actuelles

- Objectif 3 - Optimiser l'utilisation du foncier urbanisé afin de stopper la consommation des espaces agricoles et naturels
- Objectif 4 - Diversifier les typologies de logements pour faciliter le parcours résidentiel et « détendre » le marché
- Objectif 5 - Maîtriser le parc de logements vacants

**Orientation 4 - Aménager un territoire en transition, adapté au changement climatique**

- Objectif 1 - Promouvoir un urbanisme plus respectueux de l'environnement et adapté au changement climatique
- Objectif 2 - Inciter aux économies de ressources naturelles et préserver les ressources naturelles non renouvelables
- Objectif 3 - Répondre aux besoins en eau grâce aux réseaux
- Objectif 4 - Prendre en compte les risques et les sources de pollutions

**Orientation 5 - Proposer un développement économique respectueux du cadre de vie**

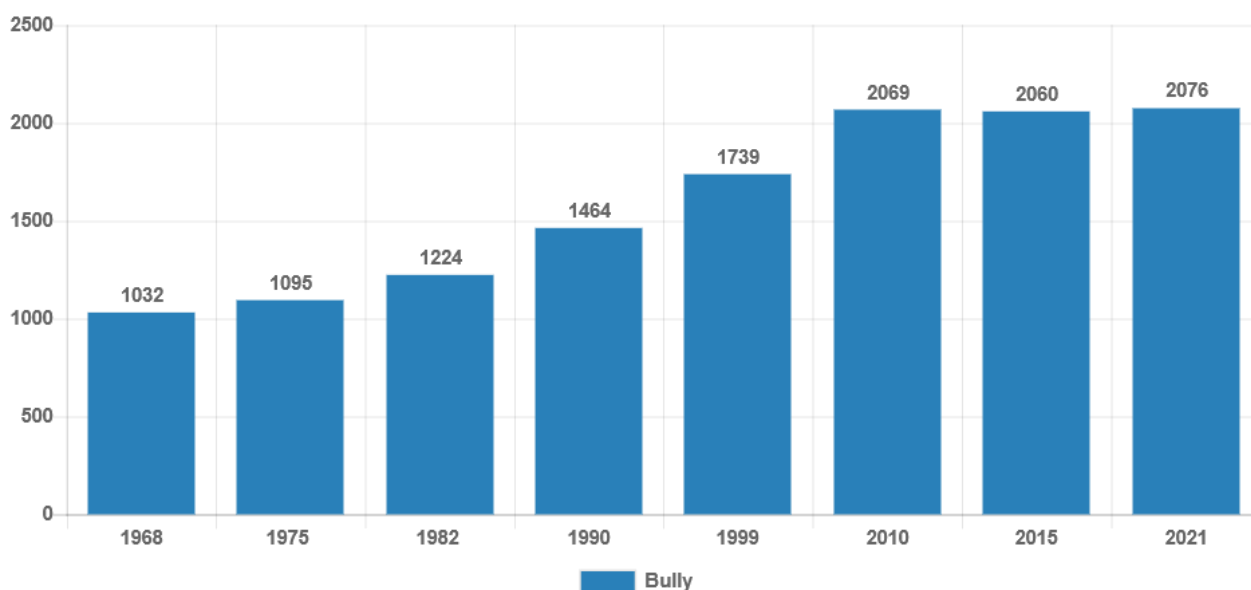
- Objectif 1 - Faciliter le maintien et le développement des sites économiques existants
- Objectif 2 - Favoriser un développement de l'artisanat respectueux de son environnement immédiat
- Objectif 3 - Poursuivre la diversification du tissu économique
- Objectif 4 - Assurer la pérennité de l'activité agricole en protégeant les terres et le bâti

## POPULATION ET URBANISATION AVEC BESOINS PREVISIBLES

L'évolution comparée de la population depuis 1968, exposée ci-après, montre que la population de Bully a connu **des variations de population égales** à celles de la CCPA et du territoire du SCOT de l'Ouest Lyonnais jusqu'en 2010.

Les populations de la CCPA et du SCOT OL ont vu leurs populations augmenter depuis 1968 mais, contrairement à celle de la commune de Bully, ont continué d'augmenter après 2010. Il est donc important de comprendre les raisons de cette démarcation entre Bully et les territoires de comparaison.

**Evolution de la population depuis 1968 sur la commune - Bully**



Sources: INSEE – Recensements de la population

### Population actuelle

De façon officielle, la population de référence au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 est de 2 180 habitants. La commune a fait l'objet d'un recensement de sa population en début d'année 2023. Ces résultats ne seront pas officialisés avant 2026.

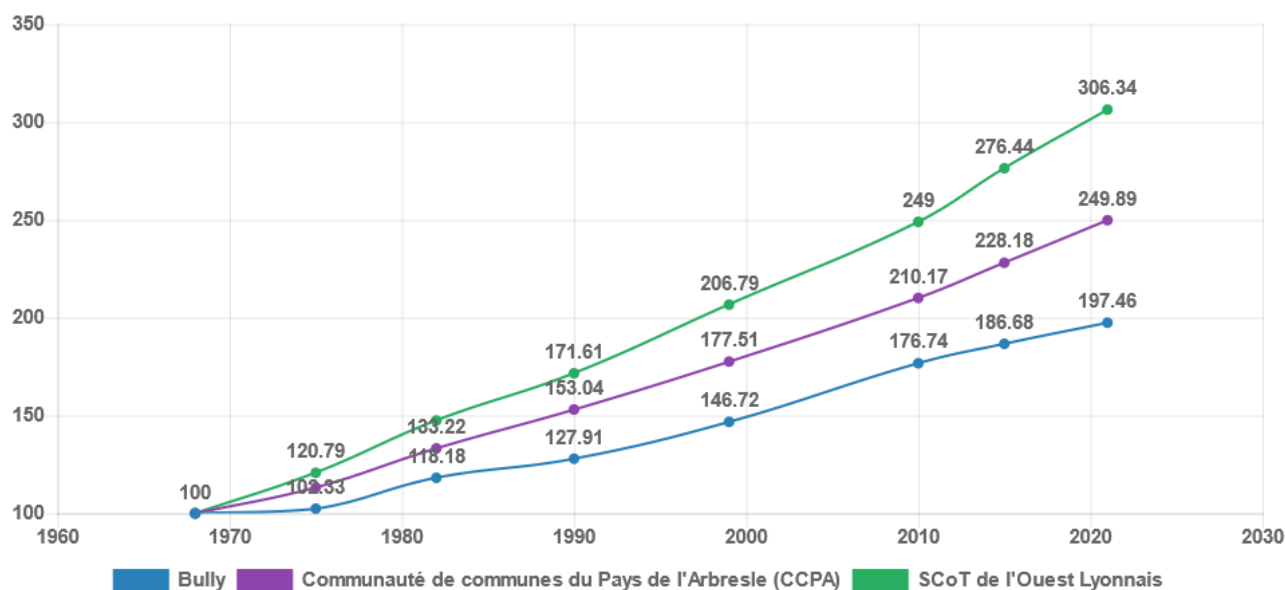
Ainsi, on sait ainsi que, début 2023 la commune était peuplée d'environ 2 089 personnes en dehors des 120 personnes vivant dans les deux communautés situées sur la commune : l'EHPAD<sup>1</sup> de la Salette et la MECS<sup>2</sup> Croix du Sud.

La commune de Bully connaît une **augmentation du nombre de logements sur son territoire** :

<sup>1</sup> EHPAD : Etablissement Hospitalier d'Accueil pour Personnes Agées Dépendantes

<sup>2</sup> MECS : Maison d'enfants à caractère social

### Evolution comparée du nombre de logements entre 1968 et 2021 (base 100 en 1968)



Sources: INSEE – Recensements de la population

*Extrait de la révision du PLU de Bully – BE Auddicé 2025*

Aussi, sur la même période, un gain de population de 1044 habitants a été enregistré, nous pouvons donc en déduire que, en moyenne, un logement construit a permis de gagner 2,3 habitants.

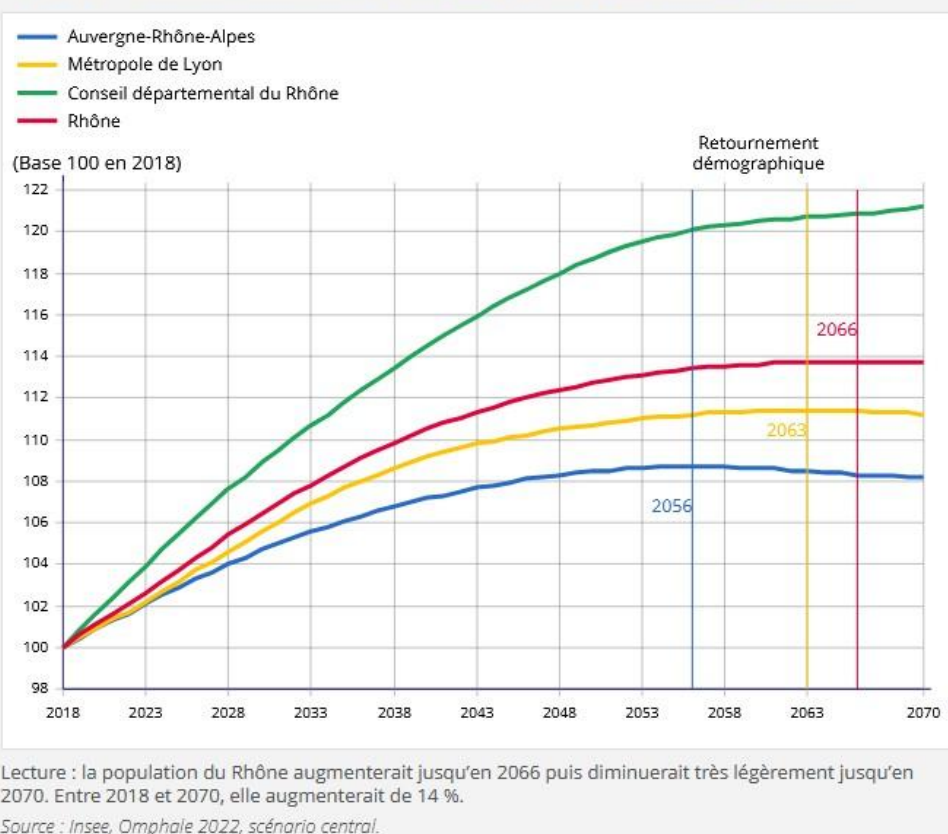
### ESTIMATION DU NOMBRE DE LOGEMENTS DANS LE NOUVEAU PLU

Depuis le début des années 70, la population de Bully est en forte hausse (les données de 2019 ne sont pas évoquées ici, celles-ci étant possiblement biaisées) : la commune comptait 1095 habitants en 1975 contre 1464 en 1990, 1739 en 1999 et 2086 en 2013. Les données de l'INSEE du recensement de la population réalisé sur le territoire début 2023 ont permis de compléter et surtout d'ajuster les données de projection. Depuis 1999 la commune voit sa population augmenter de 1,4% par an en moyenne.

**Les élus souhaitent poursuivre cette dynamique tout en la modérant. Ils visent par conséquent une progression de la population de 10% d'ici 2035 ce qui équivaut à une hausse de 0,80% par an en moyenne.**

Le calcul du besoin en logements est basé sur le scénario démographique choisi par les élus : le scénario tendanciel. Ce scénario est celui des projections Omphale de l'INSEE (scénario central) pour le département du Rhône (Hors métropole de Lyon) qui anticipe une hausse de l'ordre de 11% entre 2018 et 2035.

Figure 2 – Évolution annuelle moyenne de la population entre 2018 et 2070



Avec une hausse de 10% de la population d'ici 2035, la commune sera peuplée de 2300 habitants.

En 2035, la taille moyenne des ménages est estimée à 2,20 personnes. Pour accueillir 2300 habitants, la commune devra disposer de 1045 logements. Il serait donc nécessaire de construire 80 logements pour compenser le desserrement des ménages, plus 96 pour répondre au besoin lié à la croissance démographique.

Ce besoin est pondéré par la prise en compte des logements vacants recensés sur le territoire. Le territoire possède un taux de logements vacants de 8,3 %. La commune souhaite tendre vers un taux de 6% qui est considéré comme la norme en la matière. Pour cela, elle devra prévoir de remettre sur le marché 13 logements. Le besoin total en logements se calcule finalement en additionnant le besoin lié au scénario choisi au besoin lié à la vacance soit un besoin total de 176 logements : 80 pour absorber le desserrement des ménages, 96 pour permettre la croissance démographique de 10%, auxquels on déduit 13 logements vacants dans le but de tendre vers un taux de vacance de 6%.

⇒ **Le besoin de production de logement neuf est ainsi estimé à 163 : 50 logements par intensification du tissu urbain et 113 par des opérations d'ensembles (OAP).**

## LES OAP SECTORIELLES – NOUVEAU PLU DE BULLY

Les OAP dites sectorielles sont au nombre de 6 :

- 5 OAP portent le projet urbain de développement de l'habitat
- 1 OAP porte le projet d'extension de la zone d'activités économique de La Plagne



Ces secteurs sont situés dans le bourg principal pour le volet développement de l'Habitat et en extension de la zone d'activité de la Plagne pour le volet développement économique.

Dans l'ensemble des OAP, les formes urbaines ont été définies en prenant en compte la composition de l'environnement urbain existant pour assurer une bonne insertion du projet. La qualité et le cadre de vie ont également été pris en compte. Des objectifs de préservation des espaces non bâtis sont intégrés sur l'ensemble des sites notamment afin d'assurer une transition qualitative entre espace urbain et espace naturel et agricole.

Sur l'ensemble de la commune, le projet urbain de développement de l'habitat s'appuie sur 5 secteurs répartis de la manière suivante :

- 3 opérations de densification ou de renouvellement du tissu urbain sur des secteurs clés de plus de 2500 m<sup>2</sup> (dents creuses et/ou terrains pouvant être densifiés et/ou friches). Ces 3 opérations totalisent 2,09 hectares de foncier.
- 2 opérations mixtes associant densification/renouvellement urbain avec extension du tissu urbain. Ces 2 opérations représentent une consommation de 1,25 hectares de foncier et un renouvellement urbain/densification de 1,74 hectares de foncier.

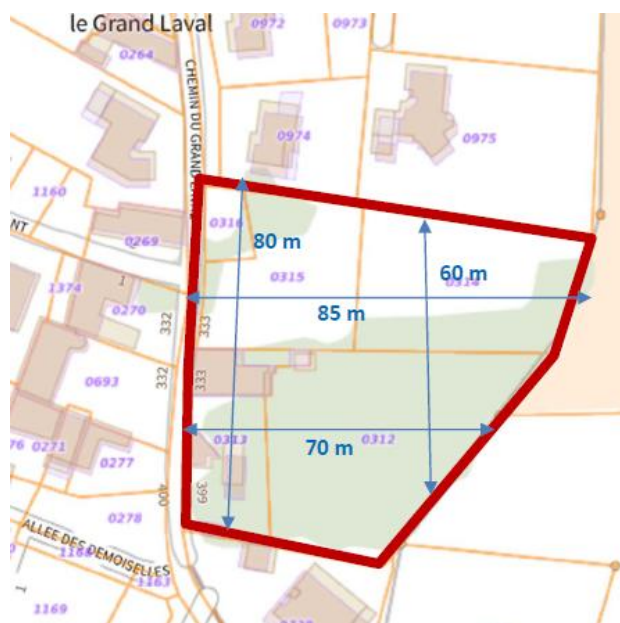
Sur les espaces dédiés à l'habitat, l'ensemble des OAP proposent **une densité moyenne brute minimale de 23 logements par ha**. Le site de l'OAP 3 est mixte équipements / habitat.

### Analyse des OAP sectorielles au regard des équipements liés à l'assainissement collectif

#### **1- OAP « Grand Laval Sud » : 2025-2030, 12 logements.**

Equipement EP publics dans la zone (mais exutoire à confirmer par CS), assainissement en collecte privée (refoulement ? faire confirmer à BG ou PF), possibilité de raccord via conduite EU DN 200 mm placée le long de la RN7 existe également une conduite EP le long de la RN7, ou certainement via PR privé de refoulement pour venir se raccorder sur les conduites EU et EP placées sous le chemin de laval.

Potentiel logements : 12 à 14 (ok pour charge sup pour STEU de l'Arbresle y compris hydraulique réseau de transport)



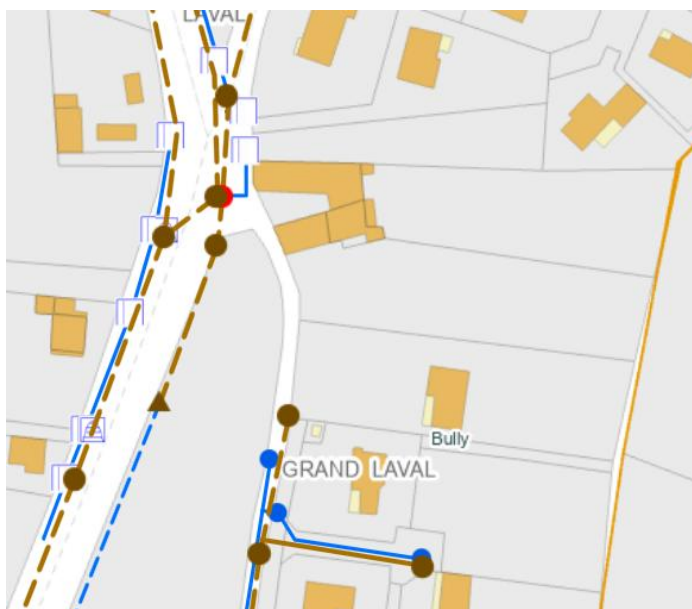
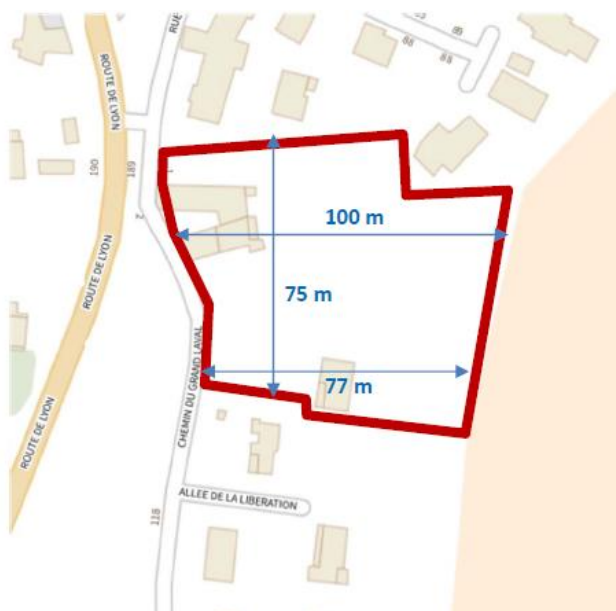
« **Les eaux pluviales** seront gérées sur site dans le respect des principes d'hydraulique douce : ouvrages paysagers, noues végétalisées le long des voies principales, ».

## 2- OAP « Grand Laval Nord » : 2030-2035, 12 logements.

**Equipement EP publics inexistants au droit de la zone.** Possibilité de raccord via conduite EU DN 200 mm placée le chemin de Laval avec PR privé ? Si incapacité d'infiltration, voir avec Clément pour gestion des EP ?

Mise en séparatif prévu été 2025. Pour autant le réseau d'eaux pluviales ne sera pas forcément au droit de la parcelle (arbitrage politique nécessaire).

Potentiel logements : 10 à 20 (ok pour charge sup pour STEU de l'Arbresle y compris hydraulique réseau de transport).

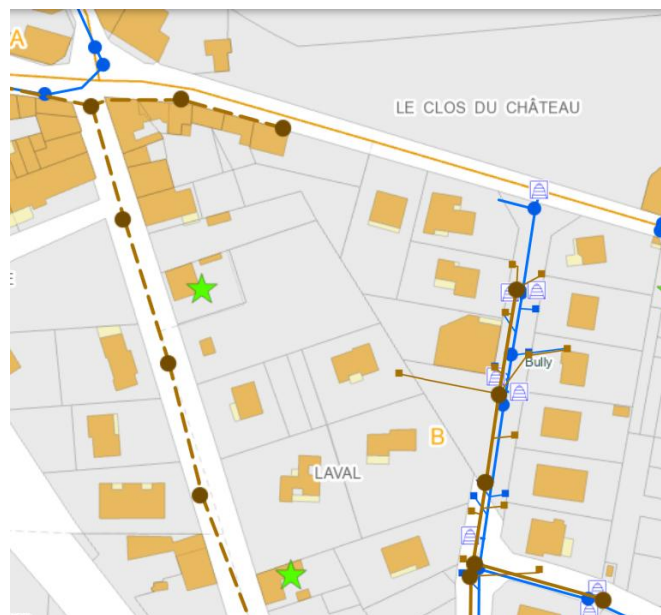
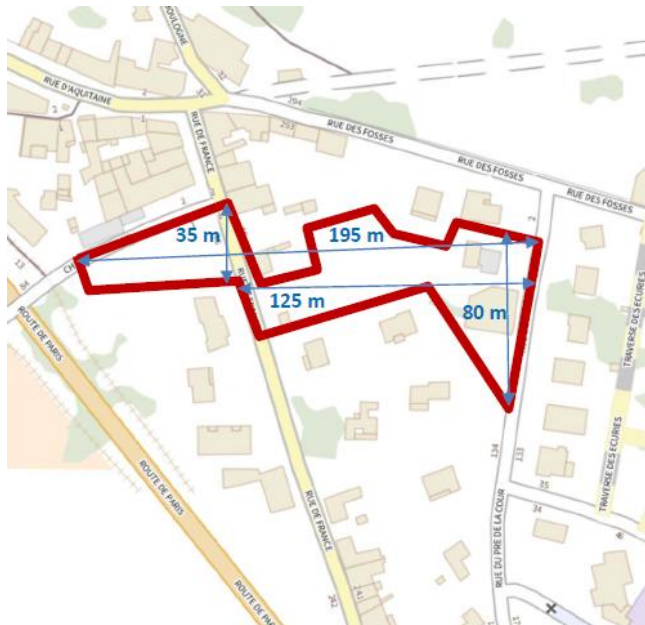


« **Les eaux pluviales** seront gérées sur site dans le respect des principes d'hydraulique douce : ouvrages paysagers, noues végétalisées le long des voies principales, » ok.

### 3- OAP « Rue de France / Pré de la Cour » : 2025-2030, 15 logements + équipements.

Les plans des réseaux seront mis à jour début 2025 car la route de France dispose de réseaux séparatifs.

Potentiel logements : 15 (ok pour charge sup pour STEU de l'Arbresle y compris hydraulique réseau de transport).



« Les eaux pluviales seront gérées sur site dans le respect des principes d'hydraulique douce : ouvrages paysagers, noues végétalisées le long des voies principales, »

### 4- OAP « Les Ménerets » : 2030-2035, 40 logements. Zone AU du PLU

Potentiel logements : 20 logements groupés – 20 logements collectifs (ok pour charge sup pour STEU de l'Arbresle y compris hydraulique réseau de transport).



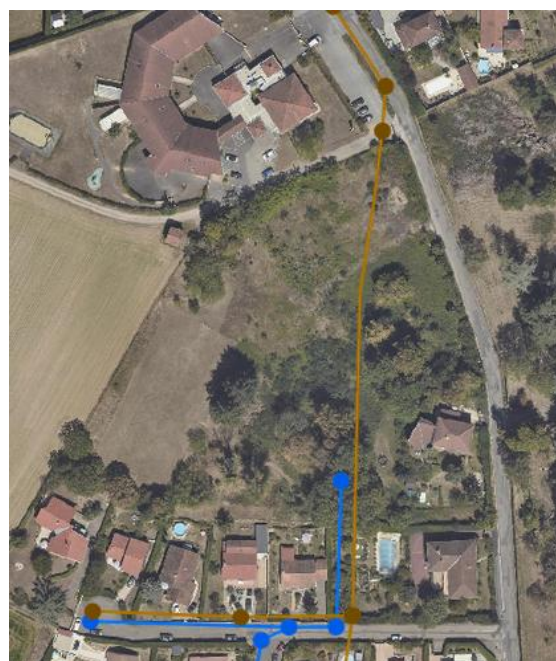


Extension réseaux (EU et EP) possible sur la montée des Ménerets car raccordement impossible sur la rue du puits Matagrín : le poste de refoulement privé de l'OPAC déborde régulièrement et est connecté à un réseau unitaire vétuste qui traverse des propriétés privées. A noter que l'extension du réseau pour venir au droit du chemin actuel qui dessert la grosse maison bourgeoise implantée sur le tènement serait prise en charge par la CCPA.

Extension réseau EP : attention participation fonds de concours de la commune (40% du montant des travaux) si impossibilité d'infiltrer les EP à la parcelle et qu'une extension du réseau est nécessaire.

#### 5- OAP « Alouettes » : 2025-2030, 40 logements.

Potentiel de 30 à 40 logements (ok pour charge sup pour STEU de l'Arbresle y compris hydraulique réseau de transport).



L'OAP « Les Alouettes » est desservie par une conduite publique implantée sur des terrains privés. Elle traverse des lotissements privés (Les Alouettes, le Trêve, etc...) avant de rejoindre plus bas, le réseau d'assainissement présent sous la rue d'Aquitaine.

Son diamètre (DN 300 mm) permet d'absorber le volume d'eaux usées qui sera généré par les 40 logements prévus.

Cependant le service assainissement de la CCPA lancera les études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic (curages, inspections télévisuelles) afin d'évaluer l'état de ladite conduite et les travaux de réhabilitation éventuellement nécessaire pour raccorder de nouveaux logements.

La CCPA attire l'attention de la commune sur le fait qu'une canalisation publique se situe sur la parcelle du projet. Toutes canalisations publiques d'assainissement ou d'eaux pluviales posées hors voiries sur une parcelle privée et vouée à le rester, doit pouvoir être accessible pour des interventions ultérieures de maintenance ou de réparations.

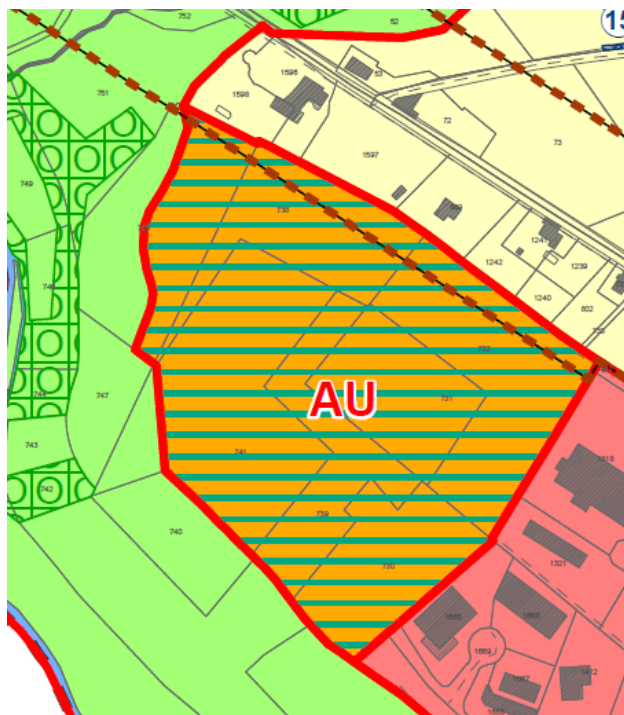
De ce fait, sur ce type de canalisation, aucune plantation, construction ou remblais ne devront se faire dans une bande de 1.5 m de part et d'autre des génératrices des canalisations et il devra être aménagé une piste d'accès d'une largeur minimale de 4 mètres pour permettre le passage d'engins d'exploitation notamment. En cas de dévoiement de la canalisation publique, les travaux et les OPR (opérations préalables à la réception) seraient à



la charge du pétitionnaire. Il serait alors nécessaire de contacter le service assainissement de la CCPA afin d'obtenir l'autorisation et les prescriptions techniques.

Dans ce cas, le pétitionnaire devra alors préciser sur le plan masse du projet les tracés des branchements et de la canalisation déviée.

#### 6- OAP de la Plagne : zone AU du PLU



La gestion des eaux pluviales sera à étudier lors de l'aménagement de la zone (rétention voirie bassin suffisant ? ou modification nécessaire ? Rétention individuelle à la parcelle / lot).

En cas d'agrandissement de la zone, impossibilité de conserver la STEU actuelle.

Deux options s'offriront à la CCPA : soit construire une nouvelle usine en lieu et place, soit raccorder la zone à la station d'épuration de L'Arbresle via l'installation d'un réseau gravitaire, d'un réseau de refoulement et d'un poste de relèvement des eaux usées.

#### Compatibilité entre les OAP sectorielles et le PADD

**Les OAP n°1, 2, 3, 4 et 5 répondent aux orientations et objectifs du PADD suivants :**

- Affirmer le cœur de village en tant que pôle d'équipements, de commerces et de services et sécuriser et diversifier les déplacements
- Sécuriser et faciliter les déplacements dans le tissu urbain et vers le centre-bourg
- Rendre efficient le fonctionnement des équipements publics
- Préserver la qualité du cadre de vie
- Préserver les caractéristiques architecturales et urbaines du centre bourg
- Proposer une offre de logements adaptée aux besoins des ménages d'aujourd'hui et de demain

- Viser une population de 2300 bullylois
- Intégrer les capacités d'accueil des opérations en cours et encadrer les possibilités de construire dans les « dents creuses » actuelles
- Optimiser l'utilisation du foncier urbanisé afin de stopper la consommation des espaces agricoles et naturels
- Diversifier les typologies de logements pour faciliter le parcours résidentiel et « détendre » le marché
- Maitriser le parc de logements vacants
- Aménager un territoire en transition, adapté au changement climatique
- Promouvoir un urbanisme plus respectueux de l'environnement et adapté au changement climatique
- Répondre aux besoins en eau grâce aux réseaux
- Prendre en compte les risques et les sources de pollutions

**L'OAP N)6 répond aux orientations et objectifs du PADD suivants :**

- Optimiser l'utilisation du foncier urbanisé afin de stopper la consommation des espaces agricoles et naturels
- Aménager un territoire en transition, adapté au changement climatique
- Promouvoir un urbanisme plus respectueux de l'environnement et adapté au changement climatique
- Répondre aux besoins en eau grâce aux réseaux
- Prendre en compte les risques et les sources de pollutions
- Proposer un développement économique respectueux du cadre de vie
- Faciliter le maintien et le développement des sites économiques existant
- Favoriser un développement de l'artisanat respectueux de son environnement immédiat
- Poursuivre la diversification du tissu économique

# MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

## OBJECTIFS, ENJEUX ET REGLEMENTATION

---

### OBJECTIFS

---

L'étude de zonage d'assainissement des eaux usées implique plusieurs objectifs :

#### Objectifs « techniques »

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future ;
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière ;
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires ;
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchi en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

#### Objectifs « de développement et d'orientations »

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement,
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir, l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

#### Objectifs « réglementaires »

- Le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de la Loi sur l'Eau, qui imposent la réalisation d'un zonage d'assainissement.

L'étude, objet de la présente enquête publique, porte sur la [modification du zonage d'assainissement](#). L'analyse de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, l'identification des contraintes et l'étude des scénarios de raccordement ont été réalisés dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement réalisé en mai 2006 par le cabinet G2C. Les principales conclusions de ces analyses sont reprises dans le présent dossier.

### RAPPELS REGLEMENTAIRES

---

La réalisation du zonage d'assainissement des eaux usées est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, qui précise : (...)

**Article L 2224-10** « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1-les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2-les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. » (...)



Le CGCT précise certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

#### Article L 2224-8

*I. les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*Dans ce cadre, elles devaient, avant la fin de l'année 2013, établir un schéma d'assainissement collectif comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.*

*II. les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion de raccordement de l'immeuble.*

*L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.*

*III. pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

*1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;*

*2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.*

*Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles devaient effectuer ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.*

*Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

*Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé*

#### Article R 2224-7

*Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.*

#### Article R 2224-8

*L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement.*

#### Article R 2224-15

*Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet d'autre part.*

*Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :*

- De l'efficacité de la collecte des eaux usées,*
- De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration,*
- Des eaux réceptrices des eaux usées épurées,*
- Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

*Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires, à l'Agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.*

## ETAT DES LIEUX DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENTS DES ABONNES DE BULLY

---

### ORGANISATION LOCALE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

---

Bully a transféré la compétence « assainissement collectif » à la CCPA au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : la CCPA exploite les réseaux de Bully qui sont dirigés sur trois unités de traitement distinctes établies :

Sur la commune de Saint Germain Nuelles, en aval du lieu-dit « Le Cornu », cette station de traitement par boues activées en aération prolongée dispose d'une capacité nominale de 12 400 EH. D'après les données du Rapport Prix Qualité du Service Public (RPQS) de l'année 2023, les abonnés sur la commune de Bully raccordés sur cette usine était de 645, ce qui correspond à 1497 habitants desservis,

Sur la commune de Bully, au hameau de Montagny, pour 115 équivalents habitants du hameau dont les eaux usées sont traitées sur un petit filtre planté de roseaux de 140 équivalents habitants,

Sur la commune de Bully pour la ZA la Plagne pour 83 équivalents habitants (usagers domestiques et entreprises) dont les eaux usées collectées sont traitées sur un lit bactérien faible charge.

L'exploitation du système d'assainissement est confiée à la société Veolia eau via un marché de prestations de service depuis le 01/10/2021.

La commune (ou l'EPCI à qui elle a transféré sa compétence assainissement) est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées. L'ensemble de ces prestations devait, en tout état de cause, être assuré sur la totalité du territoire au plus tard au 31 décembre 2005 (art. L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques, est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (art. L 1331-1 du Code de la Santé Publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires. La commune (ou l'EPCI à qui elle a transféré sa compétence assainissement) contrôle la conformité des installations correspondantes (art. L 1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (art. L 1331-5 du CSP).

### PRESENTATION DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

---

Le plan des réseaux est mis régulièrement à jour par la CCPA et son exploitant dans le cadre de ses compétences.

#### Le réseau :

Pour le système d'assainissement de L'Arbresle, la collecte des effluents est réalisée à la fois de façon séparative (40 % - données RPQS 2023) et unitaire (60 %) et est opérée de manière gravitaire essentiellement, trois postes de relèvement sont toutefois recensés.

Pour les systèmes de La Plagne et de Bully Montagny, la collecte est quant à elle, uniquement séparative. Un poste de refoulement est présent sur le système de Bully Montagny également.

Ci-après le détail de la typologie des réseaux par système :

SA L'Arbresle : Bully (en mètre)		Code INSEE :	69032	
	Collecteur principal	Branchement	Refoulement	Tot
EU	4 876,25	1 241,22	556,77	6 674,24
UN	8 166,20	43,56	145,18	8 354,94
EP	7 110,34	1 012,04	0,00	8 122,38
Tot	20 152,79	2 296,82	701,95	Ok

SA Montagny (en mètre)				
	Collecteur principal	Branchement	Refoulement	Tot
EU	1 616,23	331,00	161,38	2 108,60
UN	0,00	0,00	0,00	0,00
EP	147,55	0,00	0,00	147,55
Tot	1 763,77	331,00	161,38	Ok

SA La Plagne (en mètre)				
	Collecteur principal	Branchement	Refoulement	Tot
EU	1 386,43	75,60	0,00	1 462,04
UN	0,00	0,00	0,00	0,00
EP	833,86	59,41	0,00	893,27
Tot	2 220,30	135,01	0,00	Ok

En 2024, les effluents collectés par les trois unités de traitement sont essentiellement d'origine domestique. Les eaux traitées par les viticulteurs du territoire ne sont pas admises au déversement dans les systèmes d'assainissement de la CCPA.

A noter que l'ensemble des entreprises et artisans potentiellement pourvoyeurs d'eaux usées non domestiques n'a pas encore été visité par le service assainissement, notamment des garages du territoire.

A ce jour, voici la liste des entreprises de Bully ayant fait l'objet d'un travail avec le technicien du service en charge de la démarche QRE « Qualité des Rejets des Entreprises » :

Attestations de non-rejets d'effluents non domestiques délivrées à :

- Oxanes Toitures
- La vie en B (Eric DURAND)
- Attestation de rejets assimilés domestiques qui va prochainement basculer en ASD (Arrêté Spécial de Déversement) délivrée à :
- Brioches des Gourmets
- Arrêté Spécial de Déversement délivré à :
- GT LASER
- Diagnostic ou régularisation en cours :
- Garage du Charpenay



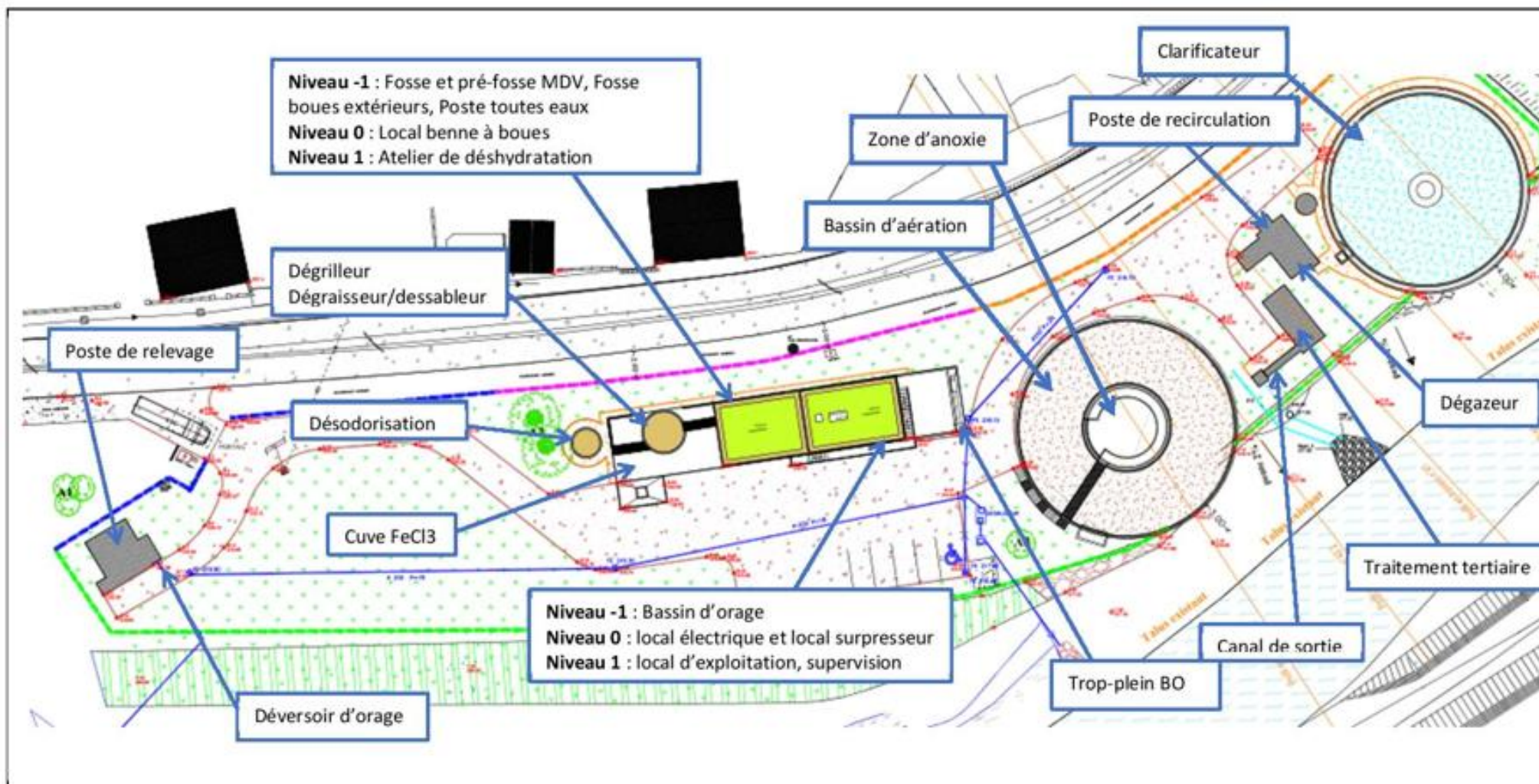
- Point P
- Vert et bleu piscine
- GT LAQUE

=> La station de traitement des eaux usées de L'Arbresle :

L'unité de traitement mise en service en 2009 dotée d'une capacité nominale de 12 400 EH est de type « boues activées en aération prolongée ». Le rejet des effluents traités s'effectue dans la rivière de la Brévenne.

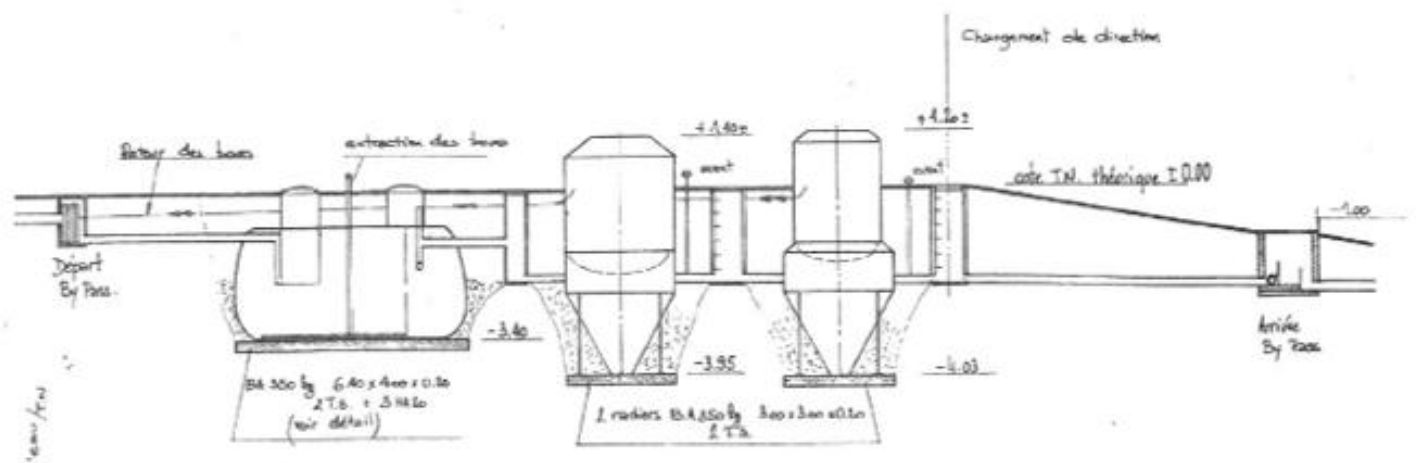


Schéma du système de traitement :

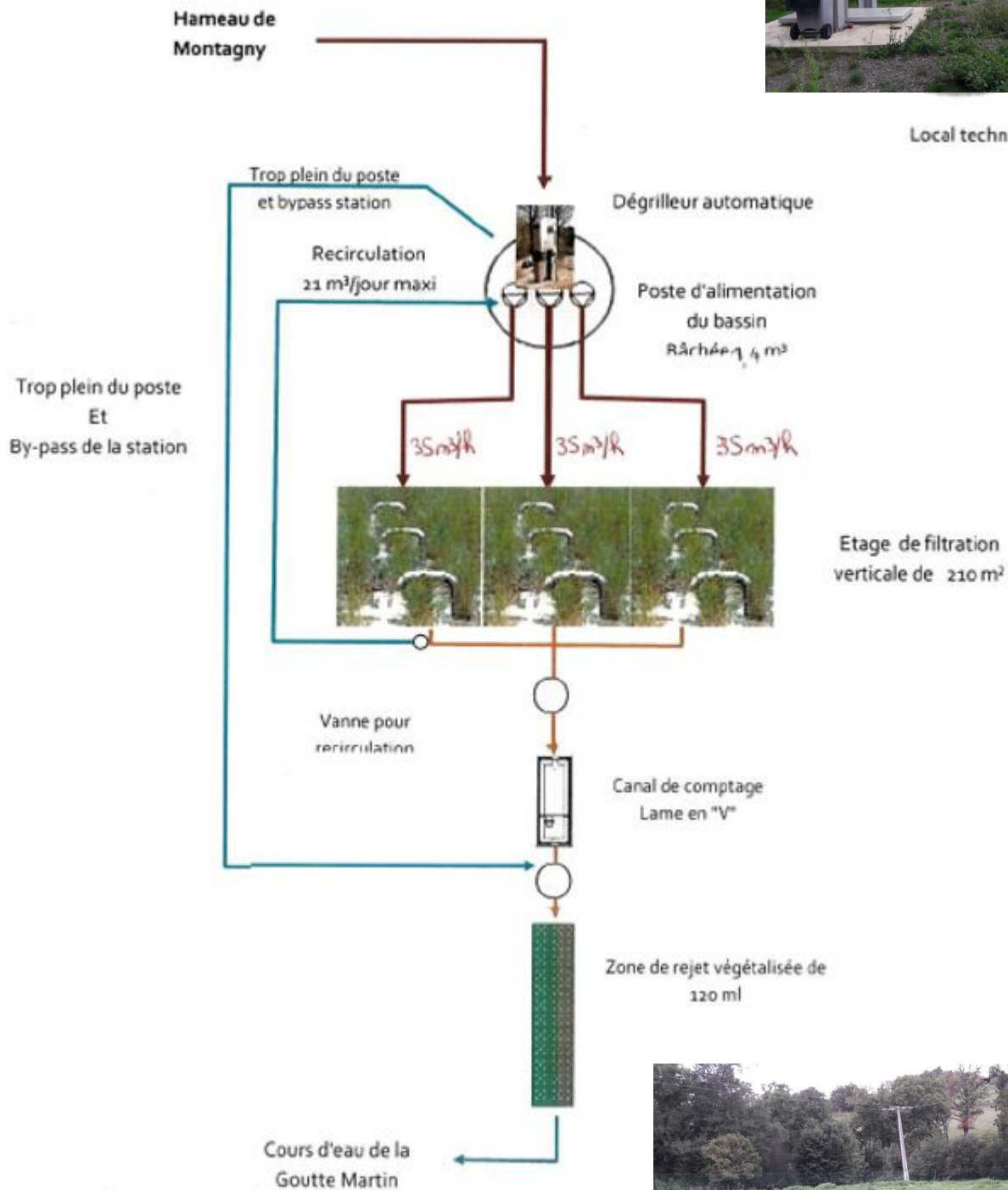




=> La station de traitement des eaux usées de Bully La Plagne :



=> La station de traitement des eaux usées de Bully Montagny :



Local technique





### Les déversoirs d'orage :

Le système de collecte de Bully ne compte pas de déversoirs d'orage à proprement parlé, exception faite du DO placé sur le chemin du Grand Laval, mais plutôt d'équipements dits de « trop plein » pour certains postes de relèvement et pour le bassin restitution stockage de Bully bourg.

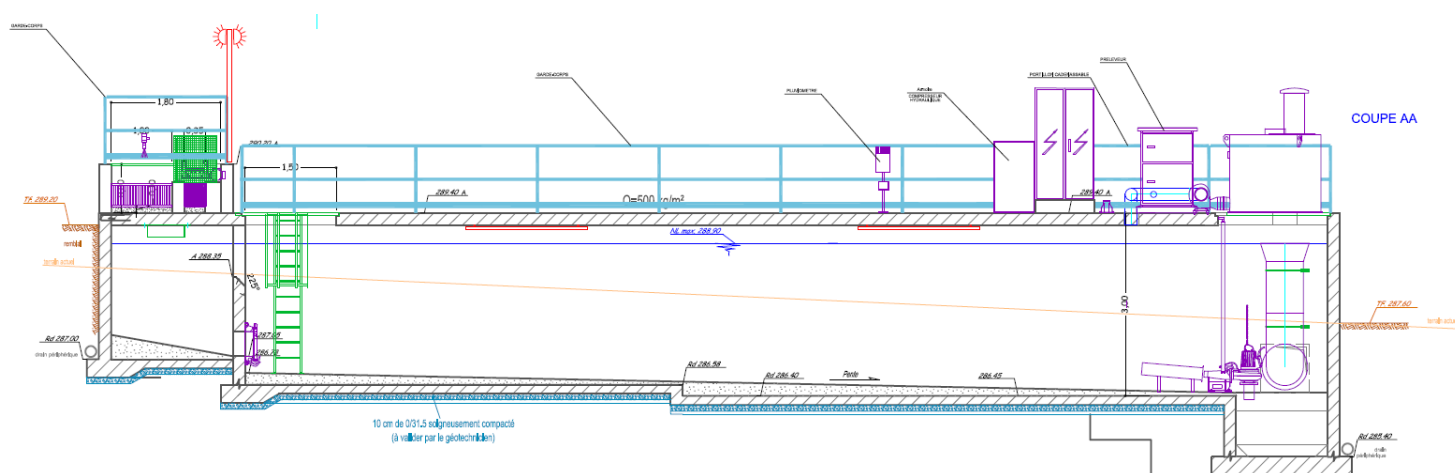
### Bassin d'orage :

Le bourg de Bully est équipé d'un bassin d'orage de 270 m<sup>3</sup> construit en 2018. L'ouvrage est implanté en lieu et place de l'ancienne station de traitement des eaux usées de Bully bourg et permet de stocker une partie des effluents excédentaires générés par temps de pluie et de les restituer vers la station d'épuration en fin d'évènement pluvieux.

*Photo BSR de Bully bourg :*



*Coupe schématique du BSR de Bully bourg :*





Les postes de relèvement :

Le système de collecte de Bully est équipé de quatre postes de relèvement :

Nom de l'ouvrage	Type de poste		Capacité théorique
	Refoulement	Pompage en ligne	(en m <sup>3</sup> /h)
La Salette - Solémy	X		11
Le Pavé	X		8
Le Colombier		X	16
Le Bottet - Montagny	X		11

## CONFORMITES REGLEMENTAIRES LIEES AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'ARBRESLE

---

*Au moment de la rédaction de la présente note, les données d'autosurveillance de 2024 n'ont pas encore été analysées et traitées par la police de l'eau. Les données les plus récentes sont reprises dans les paragraphes suivants, elles sont issues des courriers établis par la Police de l'eau pour l'année 2023.*

### 1- Analyse de la conformité de la zone globale de collecte – SA L'Arbresle :

---

Le critère collecte retenu par la Collectivité est « rejet par temps de pluie représentant moins de 5% des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération d'assainissement ».

43

#### Constat de collecte par temps sec (absence de pluie à J-2) :

En 2023, 9 déversements de temps sec représentant 1838 m<sup>3</sup> et un flux de pollution équivalent à 536 EH ont été constatés. Toutefois, ces déversements de temps secs restent dans des tolérances acceptables. Une attention accrue de l'exploitant sur le réseau de collecte doit être apportée lors d'épisodes pluvieux importants.

#### Constat collecte par temps de pluie : les rejets par temps de pluie représentent, sur 5 ans (2019-2023) :

2.43 % des volumes d'eaux produits par l'agglomération  
0.58% des flux de pollution produits par l'agglomération,  
3 DO soumis à autosurveillance déversent plus de 20 jours par an.

Les rejets par temps de pluie respectent les exigences du critère retenu.

#### Constat sur la conformité de la zone globale de collecte :

Le système de collecte est déclaré conforme par temps sec pour l'exercice 2023,  
Le système de collecte est déclaré conforme par temps de pluie pour l'exercice 2023,  
La zone globale de collecte du système d'assainissement est jugée conforme pour l'exercice 2023.

### 2- Analyse de la conformité du système de traitement aux prescriptions locales – SA L'Arbresle :

---

#### Constat débit de référence :

Pour 2023, le débit de référence pris en considération pour l'analyse de la conformité nationale et locale est de 5 029 m<sup>3</sup>/j (percentile 95 sur 5 ans 2018-2022). Le percentile 95 sur 5 ans (2019-2023) des débits entrants est de 4 642 m<sup>3</sup>/j.

#### Constat charges entrantes :

Même si en moyenne annuelle les charges entrantes 7143 EH sont inférieures à la capacité nominale de l'installation (12 400 EH), certaines analyses montrent des dépassements ponctuels de la capacité nominale sur l'année 2023.

#### Constat surcharges hydrauliques et déversements en A2/A5 :

Les déversements en tête de station (point autosurveillance A2) et/ou au niveau du by-pass de la station (point autosurveillance A5) en conditions normales de fonctionnement (débit entrant inf au débit de référence) doivent rester exceptionnels et ne devraient se produire qu'en cas d'arrêt total ou partiel de la station, lors d'incidents ou d'opération de maintenance.

Sur la station de L'Arbresle, on ne constate pas de déversement de temps sec ;  
En conditions normales de fonctionnement, 22 déversements en A2 et aucun en A5, ce qui représente 0.81% des volumes annuels entrants.

Suite à l'analyse des données par la police de l'eau, ces déversements sont trop nombreux. A noter cependant que la CCPA est en passe de finaliser la construction d'un important bassin d'orage basé sur la confluence entre la Brévenne et la Turdine, à L'Arbresle. Ce bassin va permettre de tamponner les flux et les volumes excédentaires avant rejet au milieu : la situation va donc être très nettement améliorée dès le mois de février 2025 (mise en service de l'équipement).

Constat sur le niveau de performance du système de traitement :

Les bilans d'autosurveillance 2023 montrent, pour les paramètres DBO, DCO, MES, NGL, NTK, NH4+ des résultats conformes en temps sec et en temps de pluie.

44

Conformité en équipement :

La station dispose des équipements nécessaires pour atteindre les niveaux de traitement requis au titre de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

Conformité de l'autosurveillance :

La station de traitement est conforme en autosurveillance.

Conformité en performance :

Les données d'autosurveillance montrent que les performances de la station pour l'exercice 2023 ont été conformes aux prescriptions locales.

Conformité globale aux prescriptions locales :

L'agglomération d'assainissement est conforme aux prescriptions locales.

### 3- Analyse de la conformité de la zone globale de collecte – SA Bully Plagne :

La charge brute de pollution organique étant inférieure à 2 000 EH, la conformité de temps sec et de temps de pluie de la zone globale de collecte n'est pas jugée.

Constat de collecte par temps sec (absence de pluie à J-2) :

Aucun déversement de temps sec n'a été signalé.

### 4- Analyse de la conformité du système de traitement aux prescriptions locales – SA Bully Plagne :

Constat débit de référence :

Pour 2023, le débit de référence pris en considération pour l'analyse de la conformité nationale et locale est de 89 m<sup>3</sup>/j (percentile 95 sur 5 ans 2018-2022). Le percentile 95 sur 5 ans (2019-2023) des débits entrants est de 95 m<sup>3</sup>/j.

Constat charges entrantes :

La Charge brute de pollution maximale pour 2023 est de 245 EH, la charge moyenne est quant à elle de 223 EH.

Constat sur le niveau de performance du système de traitement : les bilans d'autosurveillance 2023 montrent, pour les paramètres DCO, MES, NTK des résultats non conformes au regard des prescriptions locales.

Conformité en équipement :

La station dispose des équipements nécessaires pour atteindre les niveaux de traitement requis au titre de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

Conformité de l'autosurveillance :

La station de traitement est conforme en autosurveillance.

Conformité en performance :

Les données d'autosurveillance montrent que les performances de la station pour l'exercice 2023 ont été non conformes aux prescriptions locales.

Conformité globale aux prescriptions locales :

L'agglomération d'assainissement est non conforme aux prescriptions locales.

## 5- Analyse de la conformité de la zone globale de collecte – SA Bully Montagny :

La charge brute de pollution organique étant inférieure à 2 000 EH, la conformité de temps sec et de temps de pluie de la zone globale de collecte n'est pas jugée.

Constat de collecte par temps sec (absence de pluie à J-2) :

Aucun déversement de temps sec n'a été signalé.

## 6- Analyse de la conformité du système de traitement aux prescriptions locales – SA Bully Montagny :

Constat débit de référence :

Pour 2023, le débit de référence pris en considération pour l'analyse de la conformité nationale et locale est de 21 m<sup>3</sup>/j (débit nominal de la station d'épuration).

Constat charges entrantes :

La Charge brute de pollution maximale pour 2023 est de 185 EH, ce qui est supérieur à la capacité nominale.

Constat sur le niveau de performance du système de traitement :

Les bilans d'autosurveillance 2023 montrent des résultats conformes au regard des prescriptions locales.

Conformité en équipement :

La station dispose des équipements nécessaires pour atteindre les niveaux de traitement requis au titre de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

Conformité de l'autosurveillance :

La station de traitement est conforme en autosurveillance.

Conformité en performance :

Les données d'autosurveillance montrent que les performances de la station pour l'exercice 2023 ont été conformes aux prescriptions locales.

Conformité globale aux prescriptions locales :

L'agglomération d'assainissement est conforme aux prescriptions locales.



### ORGANISATION LOCALE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

La compétence « assainissement non collectif » est assurée par le SPANC de la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle (CCPA).

### DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS

---

D'après les données de la CCPA, il y a, en l'état actuel, 227 habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif de la CCPA, ce qui représente une population équivalente d'environ 734 EH (sur la base de 2,65 habitants/ logement).

47

Les secteurs les plus concernés par des installations d'assainissement non collectif sont les suivants :

- AUX ARNAS
- GOUTTE MARTIN
- GRUGES
- LA PLAGNE
- LES COTES
- MONT GIRON
- SAINT BIS
- SOLEMY

Les installations d'assainissement de ces habitations peuvent être classées comme suit :

- **90** sont conformes à l'actuelle législation et ne présentent pas de défauts ;
- **92** ne sont pas conformes à l'actuelle législation mais n'induisent pas de risques pour la salubrité publique, ni de risque environnemental avéré ;
- **39** installations présentent des risques sanitaires ou un danger pour la sécurité des personnes ;
- **6** installations sont inexistantes.

## FAISABILITE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

Dans le cadre de l'élaboration du zonage d'assainissement réalisé en 2006 par le cabinet G2C, une étude de sols, basée sur la réalisation de 14 tests de perméabilité, avait été entreprise sur la commune de Bully.

Au cours de ces tests, huit unités de sols avaient été identifiées :

- Sol limono-sableux : aptitude des sols favorable à l'infiltration,
- Sol sablo-argileux : aptitude des sols favorable à l'infiltration,
- Sol limono-sableux : aptitude peu favorable à l'infiltration,
- Sol limoneux : aptitude des sols favorable à l'infiltration,
- Sol sableux : aptitude des sols favorable à l'infiltration,
- Sol argilo-sableux : aptitude peu favorable à l'infiltration,
- Sol argileux : aptitude défavorable à l'infiltration,
- Sol limono-argileux : aptitude peu favorable à l'infiltration,

48

En parallèle de l'étude de sol, une analyse des contraintes d'habitat avait été menée sur les critères pente, inondabilité, emprise disponible, accessibilité, encombrement du sol, présence d'exutoire, afin de conclure sur la faisabilité de l'assainissement non collectif.

Globalement, les contraintes relevées sur la commune de Bully portent sur une pente importante, un sol peu profond et le manque de place.

## SCENARIOS DE RACCORDEMENT

---

Dans le cadre du zonage d'assainissement initial, plusieurs scénarios de raccordement avaient été étudiés pour les hameaux de Montagny, de Gruges ainsi que la zone de la Plagne.

### RAPPELS :

#### Hameau de Montagny :

Depuis l'élaboration du Schéma Directeur d'Assainissement, le hameau de Montagny s'est vu équipé d'un réseau de collecte, d'un poste de relèvement des eaux usées (Le Bottet), d'un réseau de transport et d'une station de traitement des eaux usées de 150 équivalents habitants, le tout réceptionné en 2015.

#### Hameau de Gruges :

Le secteur de Gruges avait fait l'objet d'une maîtrise d'œuvre poussée en phase « avant- projet ». Les coûts disproportionnés liés à cette étude (339 325 €HT pour 15 logements raccordés), avaient débouché sur un choix politique défavorable au raccordement. Ce hameau a donc retiré de la zone d'assainissement collectif du zonage de Bully (à l'occasion de la dernière révision du zonage, en 2019). Les élus de la CCPA sur le mandat en cours n'ont pas souhaité revoir cette position. Ce hameau ne sera donc pas intégré dans l'enveloppe du zonage d'assainissement collectif

#### Maisons le long de la RN7 en face de la ZA « La Plagne » :

Le secteur de la Plagne, tout comme celui de Gruges, a fait l'objet d'un chiffrage des travaux (phase étude de faisabilité) pour venir raccorder au réseau d'assainissement, les maisons placées de l'autre côté de la route nationale n°7, par rapport à la zone d'activités.

Les coûts disproportionnés liés à ce projet de raccordement au réseau public d'assainissement (100 000 €HT pour 4 maisons), avaient également débouché sur un choix défavorable au raccordement de la part des élus. Ces quelques habitations sont donc retirées de la zone d'assainissement collectif du zonage de Bully (à l'occasion de la dernière révision du zonage, en 2019). Les élus de la CCPA sur le mandat en cours n'ont pas souhaité revoir cette position. Ce hameau ne sera donc pas intégré dans l'enveloppe du zonage d'assainissement collectif.

## PROGRAMME DE TRAVAUX RELATIFS AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE BULLY MONTAGNY

Au moment de la rédaction de la présente note, le programme de travaux pour ce système d'assainissement n'a pas été arrêté.

Lors de la campagne nocturne réalisée par le service assainissement de la CCPA en février 2025, des intrusions d'eaux claires parasites ont été identifiées.



49

Des tests à la fumée seront proposés pour identifier quelles sont les habitations qui alimentent le phénomène.

A la suite de ces tests, des mises en demeure seront adressées aux abonnés afin de les retirer. Le délai octroyé pour cela est de 2 ans à compter de la réception de la mise en demeure.



A noter que ce phénomène est moins impactant sur un process à filtre planté de roseaux dans la mesure où il permet un certain apport d'eau intéressant l'été et sur des périodes de sécheresse pour les roseaux. En trop grande quantité, les eaux claires lessivent l'effluent et limite la dégradation de ce dernier.

## PROGRAMME DE TRAVAUX RELATIFS AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE BULLY LA PLAGNE

Ce système d'assainissement de la Plagne a fait l'objet d'une étude de diagnostic périodique (étude réglementaire prévue par l'arrêté du 21/07/2015 modifié) réalisée par IRH Ingénieurs conseil en 2020-2021.

50

Les conclusions de cette étude ont porté sur quelques menus travaux. Ils ont été classés suivant trois niveaux de priorité :

- Priorité 1 : remplacement / réhabilitation des canalisations ;
- Priorité 2 : reprise des inversions de branchements ;
- Priorité 3 : reprise des anomalies sur les regards.

La priorité 1 correspond aux travaux permettant d'éliminer le plus grand volume d'eaux claires parasites. Le tableau ci-dessous récapitule les différents aménagements proposés par priorité.

La surface active éliminée indiquée correspond au cas le plus défavorable, c'est-à-dire à l'intervalle bas du pourcentage d'ECPM déterminé par tronçon.

### Priorisation des travaux :

Proposition de travaux	Secteur	Aménagements	Prix en k€	Priorité
A	Allée des Merisiers	Reprise d'une grille pluviale (publique)	1	2
B	Allée des Merisiers	Réhabilitation robotisée	1,8	1
B	Chemin de la Plagne	Réhabilitation robotisée	0,72	1
B	Route du Pré Neuf	Réhabilitation robotisée	0,36	1
C	Bully Plagne	Reprise des défauts des regards	8	3
Total			11,88 k€ public	

La CCPA programme, dans son PPI (Plan Prévisionnel des Investissements), les fiches travaux fléchées sur les systèmes d'assainissement qui présentent des impacts significatifs sur le milieu récepteur.

Le patrimoine important géré par la CCPA pour la partie assainissement ne lui permet pas forcément de mettre en œuvre toutes les fiches actions prévues dans les différentes études menées sur son territoire. En règle générale, les fiches actions de priorité 1 sont mises en œuvre dans les 5 ans après approbation des études.

Dans le cadre de la Plagne, la fiche action A a tout de même été réalisée car la grille était publique (pas besoin d'engager de lourdes démarches pour un résultat immédiat). Le service assainissement est en cours d'étude pour engager les fiches actions B.

## PROGRAMME DE TRAVAUX RELATIFS AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'ARBRESLE

---

La commune de Bully a fait l'objet d'un important programme de travaux entre 2014 et 2018 : la quasi-totalité des réseaux unitaires présents dans le centre bourg de Bully (mais aussi le réseau présent sous le chemin du Guéret) a fait l'objet de mises en séparatifs. Ces travaux étaient issus de l'étude « temps de pluie » que le SIABA (gestionnaire de l'assainissement collectif à l'époque) avait confié au BE IRH Ingénieurs conseil.

Les eaux pluviales déconnectées des réseaux unitaires ont été dirigées sur un ouvrage de gestion des eaux pluviales innovant, appelé le « Petit Laval ». Ce chantier a été réalisé sous la maîtrise d'œuvre du BE SINBIO.

Finalement, l'ancienne station du bourg de Bully a été démolie et un réseau de transport de plusieurs kilomètres a été installé le long de la RN7 pour rejoindre le système d'assainissement de L'Arbresle (tête de réseau présente en face du stade de L'Arbresle). En lieu et place de l'ancienne station d'épuration démolie, un bassin de restitution stockage a été construit afin de pouvoir gérer le temps de pluie en provenance de Bully bourg (prise en charges des eaux unitaires sur les secteurs n'ayant pas fait l'objet de mises en séparatif des réseaux et part d'eaux claires parasites non traitées). Ces chantiers ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre du BE IRH.

-----

Le système d'assainissement de L'Arbresle a, depuis, fait l'objet d'une étude de diagnostic permanent (étude réglementaire prévue par l'arrêté du 21/07/2015 modifié) réalisée par IRH Ingénieurs conseil en 2021-2023.

Les conclusions de cette nouvelle étude ont mis en avant la nécessité de réaliser deux autres fiches actions pour la commune de Bully.




A noter que la fiche action B qui concerne la finalisation de la mise en séparatif de la rue de la Poterne (80% des travaux ont été réalisés en 2017 sur le haut de la rue de la Poterne) va être entreprise en 2025 par la CCPA (maîtrise d'œuvre réalisée en régie et travaux confiés à la société Albertazzi).

Pour le moment la fiche action A qui touche le réseau présent sous le chemin du Guéret, a été déposée dans le PPI du prochain mandat de la CCPA pour les mêmes raisons financières qu'expliquées plus haut pour le système de la Plagne (priorisation des travaux).

Les fiches travaux sont reprises ci-après.






Les fiches actions qui concernent la commune de Bully sont les suivantes :

		<b>Schéma directeur d'assainissement et de gestion des eaux pluviales</b> <b>Système d'assainissement de L'Arbresle</b> <b>Propositions de travaux</b>						
Commune	Bully	Priorité 1	Fiche action n° (ancienne numérotation)	A (A2)	Type de travaux	Mise en séparatif		
Diagnostic de la situation actuelle			Description des travaux			Plan des travaux		
Il n'y a plus de débordements pluviaux constatés. Le réseau eaux pluviales a été créé.			Le réseau unitaire existant sera repris par gainage (Défauts observés : Branchement pénétrant, joint d'étanchéité*) en réseau eaux usées. - Etude de 2009 : Création d'un réseau eaux pluviales, d'un exutoire et reprises de branchements particuliers, - Etude de 2022 : Gainage du réseau eaux usées.			Localisation:	Chemin du Gueret	
Gain attendu								
Réseau eaux pluviales (étude de 2009) : Diminuer les apports par temps de pluie avec une élimination de 23 m³ / Gainage du réseau eaux usées : diminution de l'apport d'ECPP de 26 m³/j								
	Caractéristique	Description	Plus value	Unité	Chiffrage	Quantité	Total	
Gainage réseau eaux usées		Gainage de la canalisation EU de diamètre 300 mm (avec fraisage rabotage et étanchement par injection de résine, pose de manchette ou chemisage partiel, reprise de raccordement)	-	ml	230 €	350	80 500 €	
Travaux divers	Reprise de branchement particulier	Modification des branchements	-	Unité	1 400 €	15	21 000 €	
Total	Total investissement privé / public						101 500 €	
	Total investissement public avec maîtrise d'œuvre (15%)					15%	116 725 €	
	Total investissement privé /public avec maîtrise d'œuvre et imprévus (30%)					30%	131 950 €	

\* Les défauts ont été identifiés lors d'une ITV de 2014 . La fiche action ne prend en compte que les défauts identifiés lors de l'ITV de 2014.

→ Gainage  
 — Eaux Pluviales  
 → Eaux Usées  
 → Unitaire

\* Les défauts ont été identifiés lors d'une ITV de 2014 . La fiche action ne prend en compte que les défauts identifiés lors de l'ITV de 2014.

		<b>Schéma directeur d'assainissement et de gestion des eaux pluviales</b> <b>Système d'assainissement de L'Arbresle</b> <b>Propositions de travaux</b>					
Commune	Bully	Priorité 1	Fiche action n° (ancienne numérotation)	B ( C )	Type de travaux	Mise en séparatif	
Diagnostic de la situation actuelle			Description des travaux		Plan des travaux		
2009 : Présence d'eaux claires parasites permanentes et météoriques importantes sur ce secteur unitaire 2022 : Finir la mise en séparatif rue de la poterne (partie Sud)			L'amélioration du fonctionnement du réseau par temps de pluie et en temps : - La création d'un réseau séparatif eaux usées, - La déconnexion du réseau unitaire devenu pluvial vers le réseau existant rue de la Poterne. - La reprise des branchements particuliers		Localisation:	Bully Bourg	
Gain attendu							
Etude de 2009 : Elimination de 30 m3/j d'eaux claires parasites permanentes et dévoiement de 96 m³ au milieu naturel pour une pluie de retour mensuelle							
	Caractéristique	Description	Plus value	Unité	Chiffrage	Quantité	Total
Conduites eaux usées	Nouvelle canalisation en diamètre 200		-	ml	230 €	200	46 000 €
Déconnexion de réseau	Déconnexion de réseau		-	Unité	5 000 €	1	5 000 €
Conduites eaux pluviales	Nouvelle canalisation en diamètre 500		-	ml	310 €	200	62 000 €
Travaux divers	Reprise de branchement particulier	Modification des branchements	-	Unité	1 400 €	15	21 000 €
Voirie	Réfection de chaussée voie communale		-	ml	25 €	200	5 000 €
Total	Total investissement privé / public						139 000 €
	Total investissement public avec maîtrise d'oeuvre (15%)					15%	159 850 €
	Total investissement public avec maîtrise d'oeuvre et imprévus (30%)					30%	180 700 €

## ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

---

### ZONES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

---

La CCPA projette le zonage suivant :

#### Secteurs en assainissement collectif :

La majeure partie du bourg de la commune de Bully est collectée par un réseau d'assainissement (le tracé du réseau de collecte des eaux usées est représenté sur la carte format AO « réseaux » proposée en *Annexe 2*).

Les parcelles urbanisées actuellement desservies par un réseau d'assainissement collectif et les parcelles s'inscrivant en zones d'urbanisation ou en zones à urbaniser sont zonées en assainissement collectif.

Pareillement, les parcelles localisées dans le zonage initial en assainissement non collectif de la commune mais qui, depuis, ont été raccordées aux frais des propriétaires qui ont privilégié cette option à celle de la réhabilitation d'installations non collectives, ont également été intégrées dans le zonage afin de mettre à jour, le plus précisément possible, la cartographie.

L'ancien zonage d'assainissement a ainsi été adapté à ces orientations. Les modifications de zonage apportées aux différentes parcelles sont listées en *Annexe 3* et précisées sur le projet de zonage.

### ZONES EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

#### Organisation locale de l'assainissement non collectif

La CCPA a voté la prise de la compétence assainissement non collectif en lieu et place de ses communes membre par délibération du 4 novembre 2004. Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été mis en place afin d'assurer le contrôle réglementaire des installations d'assainissement non collectif présentes sur le territoire.

#### Définition d'une installation d'assainissement non collectif

Une installation d'assainissement non collectif est une installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif sont réparties en deux grandes familles :

**Les filières dites « traditionnelles »** qui utilisent le sol en place ou un sol reconstitué pour assurer le traitement des eaux usées (épandage à faible profondeur, filtre à sable vertical drainé ou non drainé...) et l'infiltration des eaux traitées ;

**Les filières, dites « agréées »** : depuis 2009, des filières de traitement ayant obtenu un agrément des ministères en charge de la santé et de l'écologie peuvent également être installées. Ces filières n'utilisent pas le sol pour assurer le traitement des eaux usées et sont plus compactes que les filières traditionnelles. Elles comprennent :

- Filtre compact (média filtrant à base de fragments de coco, zéolite, Xylit...),
- Filtre planté (roseaux...),

- Microstation à culture libre (boues activées) ;
- Microstation à culture fixée immergée.

Concernant l'évacuation des eaux traitées, la réglementation (arrêté « prescriptions techniques » du 7 septembre 2009 modifié) prévoit qu'elles doivent être en priorité évacuées par le sol en place afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si la perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h. Si cette condition n'est pas respectée, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur ; il appartient au propriétaire de démontrer, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

## Contrôle obligatoire des installations

L'article L.2224-8-III dispose : *pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif.*

[...]

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.*

*Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation de tout ou partie d'une installation d'assainissement non collectif.*

Cette mission de contrôle confiée au SPANC est exercée à plusieurs étapes :

### Pour les installations neuves ou à réhabiliter :

- un examen préalable de conception et d'implantation, afin de s'assurer que le projet d'assainissement est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente...) et la capacité d'accueil de l'immeuble ;
- une vérification de l'exécution, avant remblaiement des ouvrages afin de vérifier le respect du projet validé par le SPANC et de s'assurer que les travaux ont été réalisés conformément à la réglementation applicable (arrêté « prescriptions techniques » du 7 septembre 2009 modifié notamment) et aux règles de l'Art (norme AFNOR DTU 64.1 d'Août 2013).

### Pour les autres installations :

Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien réalisé en application de l'arrêté « contrôle » du 27 avril 2012 : cette visite permet de s'assurer que l'installation n'est pas à l'origine de pollutions et /ou de problèmes de salubrité publique. La fréquence de contrôle est définie au règlement de service. Sur le territoire de la CCPA, cette fréquence est fixée à 8 ans.

En cas de vente immobilière, un rapport de contrôlé réalisé par le SPANC et daté de moins de 3 ans, doit être joint au dossier de diagnostics techniques en application de l'article L.271-4 du Code de la construction et de l'habitat.

L'ensemble des contrôles est l'occasion d'informer et de conseiller l'utilisateur.



## L'entretien des installations

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet, de manière à assurer leur bon fonctionnement et leur bon état.

Le Guide d'entretien de l'assainissement autonome rédigé par le SATAA du Département du Rhône apporte des précisions sur les modalités d'entretien à mettre en place en fonction du type de filière. Il est annexé à la présente étude (annexe n°4).

Pour les filières agréées, il convient de se référer aux préconisations formulées dans les guides d'utilisation établis par les fabricants. Ce guide doit être remis par l'installateur à l'issue des travaux (guides disponibles en téléchargement sur le portail de l'assainissement non collectif <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html>)

## Cartographie du zonage d'assainissement

---

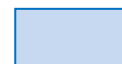
En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement définit :

*Des zones d'assainissement collectif :*



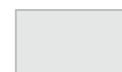
Sont concernées par ce zonage, les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

*L'ancien zonage d'assainissement collectif :*



*Des zones d'assainissement non collectif :*

Est considéré par le zonage « non collectif », le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situations actuelle ou future.



Le projet de zonage d'assainissement est présenté en *Annexe 3*.



## CONCLUSION

---

La commune de Bully est équipée de trois systèmes d'assainissement constitués de réseaux séparatifs et unitaires ainsi que d'un système de collecte et d'évacuation des eaux pluviales composé de réseaux séparatifs « eaux pluviales », associés à de nombreux fossés.

Les effluents produits sur le village de Bully sont ainsi à la fois gérés de façon individuelle et collective.

Concernant l'aspect « temps sec », sur les trois systèmes collectifs de la commune, les capacités de charges de traitement des stations de traitement sont adaptées au développement des logements prévu par le nouveau PLU de Bully et/ou feront l'objet d'études et de travaux pour accompagner ces derniers.

Au regard de l'aspect « temps de pluie », un programme de travaux est prévu dans le cadre du mandat en cours mais aussi sur le prochain afin de retirer les eaux claires parasites permanentes identifiées dans les réseaux de collecte et de transport (notamment sur le système d'assainissement de L'Arbresle).

Concernant l'extension de la zone de la Plagne, elle sera gérée en lien avec la création d'une nouvelle usine dédiée à la zone ou par l'intermédiaire d'une extension du réseau pour raccorder la zone sur le système d'assainissement de L'Arbresle. Les montants des travaux d'investissement sont prévus dans le PPI de la CCPA.

En outre, la carte de zonage d'assainissement révisé, est conforme au document d'urbanisme c'est-à-dire au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bully.

## GLOSSAIRE

---

AEP	Adduction Eau Potable
ALLUVION FLUVIATILE	Sédiments continentaux résultant d'un transport et d'un dépôt par les eaux courantes
CALCAIRE OOLITHIQUE	Calcaire contenant des oolithes : petites concrétions sphériques de 0.5 à 2mm formées de couches concentriques précipitant autour d'un fragment biologique ou détritique (peuvent également être à base de fer comme dans le minerai de Lorraine)
CBPO	Charge Brute de Pollution Organique
CCPA	Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle
DBO	Demande Biologique en Oxygène
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DERU	Directive Eaux Résiduaires Urbaines
DO	Déversoir d'Orage
DOLERITE	Roche basique constituée essentiellement de lattes de plagioclase (variété de feldspath) et de pyroxène interstitiel (constituant des roches éruptives et métamorphiques), se présentant généralement en filons
DTA	Directive Territoriale d'Aménagement
EH	Equivalent Habitant
EP	Eaux pluviales
EU	Eaux Usées
GNEISS MYLONITIQUES	Roche métamorphique foliée où alternent des lits à quartz, feldspaths et micas ayant subi un broyage tectonique intense et qui est réduite à un grain très fin.
GRYPHEES	Mollusque bivalve d'Europe, voisin de l'huître
MICROGABBRO	Roche caractérisée par de petits grains visibles seulement au microscope, indiquant les roches magmatiques
OAP	Opération d'Aménagement Programmé
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PR	Poste de Relèvement
PPRNI	Plan Prévention Risque Naturel d'Inondation
PT	Phosphore Total
RPQS	Rapport Prix Qualité du Service Public
SCOT	Schéma de Cohérence Territorial
SIEVA	Syndicat Intercommunal des Eaux du Val d'Azergues
SIG	Système d'Information Géographique
STEU	Station de Traitement des Eaux Usées
ZAC	Zone d'Activité Commerciale

## TABLE DES ANNEXES

---

1. Etude parcellaire : mise en cohérence PLU et ses zones U avec le zonage d'assainissement
2. Plans des réseaux (eaux usées et eaux pluviales)
3. Plan de zonage d'assainissement
4. Assainissement autonome, guide d'entretien du SATAA
5. Sondages ANC et contraintes ANC / habitat
6. Cartes aptitudes des sols ANC
7. Etude au cas par cas - DREAL